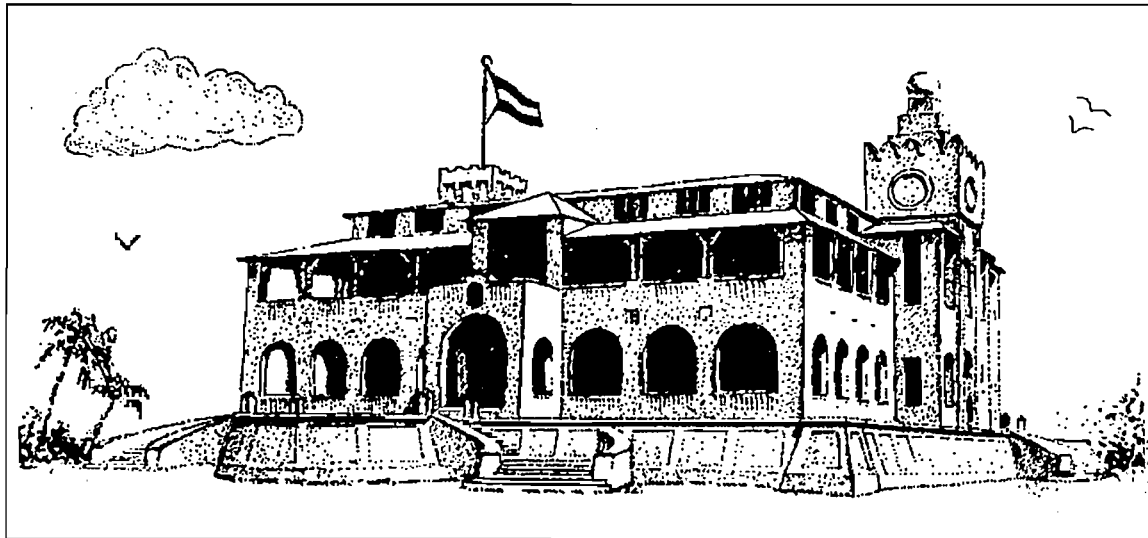


Yves MARGUERAT

# LOME

Une brève histoire de la capitale du Togo



Editions HAHO

Editions KARTHALA

Editions HAHO 1992  
ISBN 2 - 906718 - 3

Couverture : Le palais des gouverneurs tout juste achevé.  
dessin de Nicolas Chambon,  
d'après une photographie de 1905.

**LOME : LES ETAPES DE LA CROISSANCE**  
**Une brève histoire de la capitale du Togo**

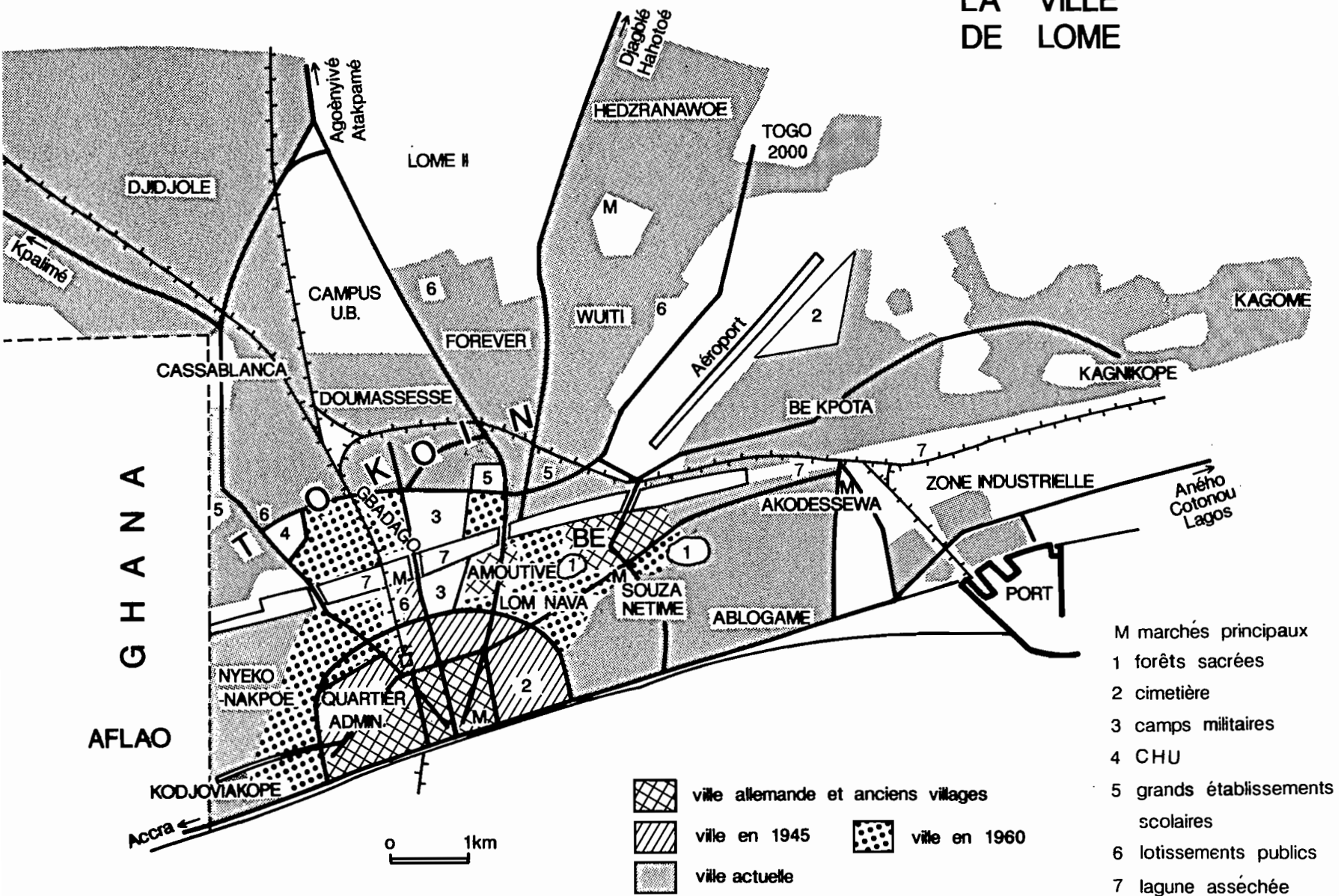
par

**Yves MARGUERAT**  
ORSTOM

**EDITIONS HAHO**  
Lomé

**KARTHALA**  
Paris

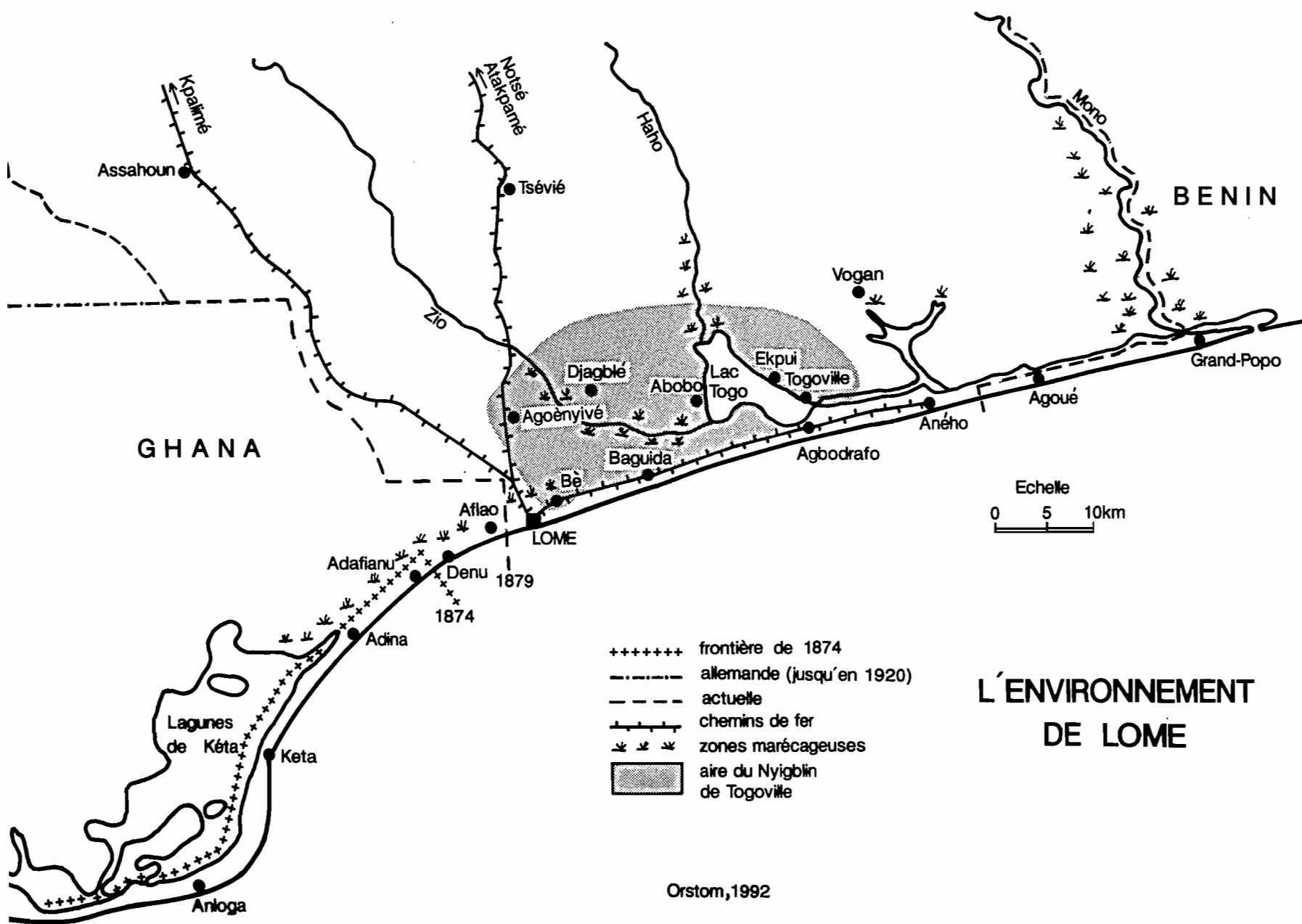
# LA VILLE DE LOME



Orstom, 1992

A Lomé, connaître l'histoire de la ville est indispensable pour comprendre les réalités d'aujourd'hui, car la dynamique de sa croissance est sous l'influence directe d'une évolution sociale tout à fait originale. On peut dire, schématiquement, que **Lomé n'est pas une "ville coloniale"**, créée de toutes pièces par une administration omnipotente, comme l'ont été presque toutes les capitales d'Afrique noire.

Elle n'est **pas non plus une "ville traditionnelle"**, née d'un noyau villageois lentement mûri, aux traditions anciennes enracinées jusqu'à nos jours dans l'espace urbain. La capitale du Togo est une **"ville africaine non-autochtone"** : c'est de là que découlent les singularités de son mode de développement urbain, des origines à nos jours.



## I - LES ORIGINES LEGENDAIRES (XVII<sup>e</sup> - XVIII<sup>e</sup> siècles)

Selon la tradition la plus répandue<sup>(1)</sup> - mais qui n'est pas unique - l'un des petits groupes éwé qui, après avoir quitté Notsé dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, progressaient lentement vers le sud, vint - sans doute un siècle ou un siècle et demi plus tard - s'installer sur le cordon littoral sableux où se dresse aujourd'hui le centre-ville de Lomé, à l'emplacement de l'ancien Zongo<sup>(2)</sup>. La présence d'arbustes appelés en éwé "alo"<sup>(3)</sup> aurait fait baptiser le lieu "Alo-mé" ("parmi les alo"), d'où le nom actuel de la ville. Qui fut le fondateur : Djitri ? Konou ? Elou ? Les récits divergent et les connexions généalogiques sont loin d'être évidentes.

Par la suite, un incident aurait entraîné l'abandon du site : une femme, folle de douleur

(1) Notamment par le premier historien éwé, le R.P. Kwakumé, dès 1948, très souvent plagié depuis.

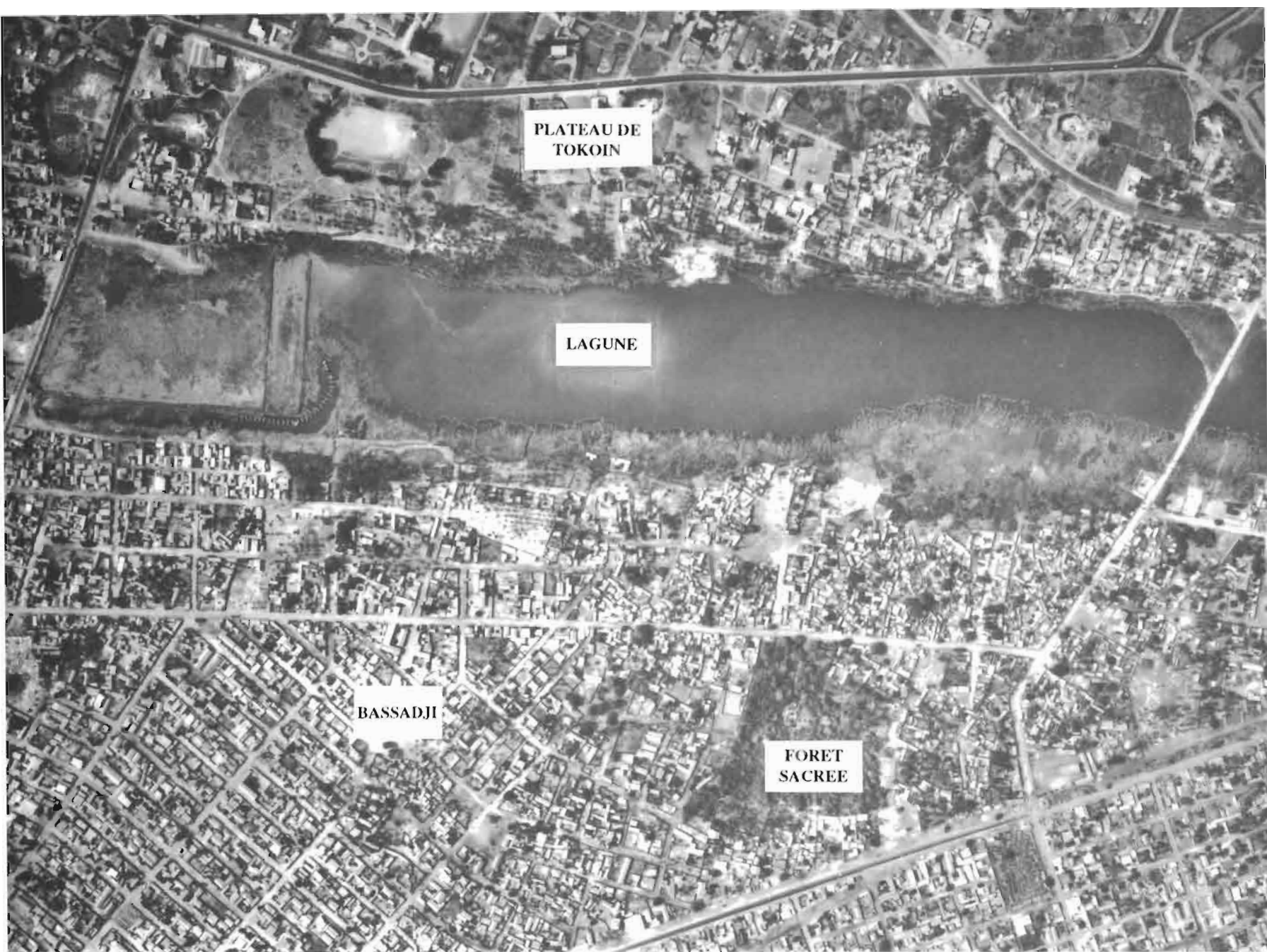
(2) Entre le commissariat central et la tour de la BTCL. C'était la résidence des commerçants musulmans itinérants de 1909 à 1977.

(3) Probablement *Sorindeia warneckeï* Engl., une anacardiacee aux fruits comestibles.

d'avoir perdu son fils unique lors d'une bataille contre des envahisseurs<sup>(4)</sup>, empoisonna l'unique puits du village. Les Ewé allèrent se réfugier à quelques kilomètres plus à l'est, à Bè - "La cachette", fondée par "Adéla" ("Le chasseur")-, à l'abri d'une forêt épaisse qui les dissimulait aux regards d'éventuels agresseurs. Ont-ils créé Bè de toutes pièces, ou bien y trouvèrent-ils des autochtones de l'ethnie pla (*xwla*), comme ceux qui, un peu plus à l'ouest, avaient fondé le vieux village d'Aflao ? Y furent-ils suivis ou bien précédés par un autre groupe éwé (ou plutôt adja ?) venu de l'est, porteur de la divinité "Nyigblin", un groupe qui serait descendu de Tado par la vallée du Mono, puis aurait longé les lagunes littorales et fondé Togo-ville ? Les diverses traditions se contredisent en tous points.

En fait, ces bribes de mémoire sont l'héritage d'une histoire très compliquée et très violente : aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, cette

(4) Dans la mesure où ce récit a un fondement historique, il pourrait s'agir des combats provoqués par une invasion du littoral par les Dahoméens en 1736-37, terminée en désastre pour l'armée d'Abomey.



### **PHOTOGRAPHIE AERIEENNE DE BE (1973).**

**Le vieux village, tassé en désordre autour de sa forêt sacrée, se distingue nettement des quartiers récents, au quadrillage régulier. La lagune n'est pas encore aménagée.**

Photo IGN - France.



partie de l'Afrique voit naître, grâce aux ventes d'esclaves et aux importations d'armes à feu, des royaumes belliqueux qui s'entrechoquent pour le monopole du trafic et du pouvoir. Les peuples de la région, bousculés sans ménagements, fuient et refluent, se désagrègent et se recomposent... Il est d'autant plus difficile d'être affirmatif en ce domaine que la définition des préséances d'installation est ce qui fonde aujourd'hui la légitimité du pouvoir des autorités "traditionnelles", en particulier, dans le cas de Lomé, celles que les autorités coloniales instaurèrent chefs des cantons d'Amoutivé et de Bè, et donc ce qui justifie leur mainmise (selon le droit moderne, avec des titres fonciers personnels inattaquables) sur les terres jusqu'alors très vraisemblablement collectives ; celles-ci forment aujourd'hui une bonne partie de l'espace urbain, à forte valeur marchande. Remettre en question les traditions officialisées à l'époque coloniale, c'est donc remettre en jeu des intérêts matériels considérables, ce qui ne prédispose évidemment pas les informateurs à l'objectivité scientifique...

La seule chose sûre est qu'il y a eu **rupture dans le peuplement de Lomé** : la ville

d'aujourd'hui, commerçante, ouverte sur la mer, ne dérive pas du vieux village de Bè, paysan, tourné vers la lagune. Bè était aussi (et reste de nos jours) un important centre religieux, dont les prêtres de la forêt sacrée<sup>(5)</sup>, les "avéto", achevaient là leur règne (tout spirituel) commencé dans celle de Togoville. Bè, Agoènyivé, Djagblé, Baguida, Abobo, Ekpoui, etc., formaient autour du lac Togo une sorte de communauté politique, conservatrice et paisible, unie par le culte de Nyigblin, sous l'autorité morale de Togoville.

Les activités des villageois de Bè étaient la pêche en lagune et surtout, au-delà de celle-ci, l'agriculture sur les sols fertiles du plateau de "terre de barre", où se multipliaient les hameaux, jusqu'à la vallée du Zio. Certains groupes essaimèrent vers l'ouest, fondant le hameau d'Amoutivé ("*Les deux arbres poussant dans l'eau*"). Tous ces villages tournaient le dos à l'océan, dont les séparait d'ailleurs une brousse opaque que nous décrivent les premiers voyageurs et dont la forêt sacrée de Bè est l'ultime vestige. Ce fragment du littoral,

---

(5) Il en y avait en fait deux, qui servaient en alternance.



- Habitat rural, aux toits de paille à forte pente.  
Années 1920 .  
(Carte postale de la Société des Missions évangéliques)



## L'HABITAT TRADITIONNEL.

- L'une des premières photographies des quartiers populaires de Lomé (probablement Agbadahonou, avec la mission de Brême en arrière plan) - Vers 1910 ?

Document des Archives nationales du Togo.

entre les pôles d'activité de Keta, à l'ouest, et des turbulentes cités "mina" (Agbodrafo, Aného et Agoué), à l'est, restait à l'écart du commerce maritime. Ce n'est que très tardivement (vers 1880 ?) que quelques pêcheurs anlo<sup>(6)</sup> s'installèrent à demeure sur le littoral, fondant les actuels quartiers de Kodjoviakopé et d'Ablogamé.

## II - LA NAISSANCE D'UN PÔLE COMMERCIAL MAJEUR (1874-1897)

Tout fut déclenché par la création, en 1874, de la colonie de Gold Coast par les Britanniques, après leur victoire sur le redoutable empire ashanti : pratiquement tout le littoral aujourd'hui ghanéen y était englobé, y compris le pays anlo, allié traditionnel des Ashanti, annexé contre sa volonté. Après avoir racheté aux Danois, en 1850, leurs droits sur cette portion de côte, les Anglais l'avaient évacuée en 1855. Il s'y était alors développé des bourgades qui commerçaient librement avec les

(6) *Ewé maritimes, hardis pêcheurs et commerçants avisés, vivant du delta de la Volta jusqu'aux abords de Lomé, avec comme centre principal la ville de Keta (à 35 km à l'ouest de Lomé).*

navires européens, car ceux-ci y trouvaient en abondance les produits de la traite "légitime" (en particulier l'huile de palme), depuis que l'ancien commerce des esclaves avait disparu, au début des années 1860. Une classe de marchands entreprenants s'était constituée, dont l'évolution avait été accélérée par la présence à Keta dès missionnaires protestants allemands de la Mission de Brême à partir de 1853<sup>(7)</sup>.

Bien plus encore que la tutelle politique, ce que ces marchands refusaient étaient les lourdes taxes douanières (en particulier sur les alcools) que l'Angleterre avait instaurées tout au long de la côte pour financer la nouvelle administration. Leur réponse fut de glisser vers l'est, vers des portions de côtes encore exemptes d'autorité coloniale, où germèrent de nouveaux points de commerce qui concurrencèrent rapidement les anciens sites désormais soumis aux Britanniques. Ceux-ci réagirent en débordant à leur tour vers l'est : ce fut, le 1er décembre 1879, l'annexion des actifs centres de contrebande d'Aflao<sup>(8)</sup> et surtout de Denu

(7) *Où ils mirent très vite par écrit la forme anlo de la langue éwé, d'usage officiel aujourd'hui.*

(8) *Maintenant faubourg ghanéen de Lomé, avec plus de 25 000 habitants, lieu de tous les trafics.*



**Baybeach (Lomé.)**

## **LA TOUTE PREMIERE IMAGE DE LOME : JANVIER 1884.**

Dessin fait par les officiers du navire de guerre allemand "La Sophie", en rade de Lomé le 31 janvier 1884.

De gauche à droite : les bâtiments, encore très modestes, de la *Bremer Factori* (emplacement de l'actuel bloc Gastonègre./ Banque Commerciale du Ghana), de la firme anglaise *Swanzy* (aujourd'hui immeuble *Mereda*) et de la compagnie *Wölber & Brohm*, où sera signé le traité de protectorat, cinq mois plus tard (aujourd'hui place servant de mosquée, à la pointe de la gare routière).

- "Annalen der Hydrographie", 1884, Deutsches Hydrographisches Institut (Hambourg).

(à quelques km à l'ouest de Lomé).

C'est de cette annexion de 1879, qui installa la frontière là où elle est encore aujourd'hui, qu'est véritablement née Lomé<sup>(9)</sup>, ou, comme disaient alors les Européens, "Bey Beach". A partir de 1880, les commerçants anlo affluent et s'approprient (en droit moderne) les sols du littoral, auprès de l'actuel grand-marché. Ils sont bientôt rejoints par leurs homologues mina<sup>(10)</sup> venus de l'est et par des Haoussa qui descendaient du nord. Dès 1881-82, des compagnies européennes s'implantent à leur tour, une anglaise<sup>(11)</sup> et surtout deux allemandes : les villes de Brême et de Hambourg ont commencé une expansion commerciale outre-mer dyna-

mique, mais qui ne bénéficiait encore d'aucun soutien politique, car le chancelier Bismarck trouvait jusqu'alors la colonisation inutile et coûteuse.

Cet essor commercial de Lomé se faisait essentiellement en fonction d'un tout nouvel axe terrestre : Lomé - Kpalimé (ou Ho) - vallée de la Volta, qui branchait la ville sur les grandes pistes caravanières haoussa des "routes de la cola". Les autorités coloniales anglaises, qui voyaient leur échapper un trafic d'importation de plus en plus important, en étaient toujours plus exaspérées, et, en juin 1884, se firent vraiment menaçantes, dépêchant une troupe pour exiger des gens du littoral encore indépendant l'expulsion des commerçants allemands.

---

(9) Peut-être le site avait-il déjà connu des trafics occasionnels, mais il n'y avait aucune raison d'y créer un établissement permanent : le centre du commerce, jusque là, c'est Denu (et, secondairement, Baguida, nettement plus éloigné de la frontière).

(10) Expression peu précise, mais commode, pour désigner le groupe de négociants d'origines diverses (y compris, depuis les années 1835-1850, d'anciens esclaves rapatriés du Brésil) qui animait le commerce dans la région d'Aného.

(11) La Swanzy (ancêtre de la UAC), installée à Lomé en 1882 par Octaviano Olympio (1859 - 1940). Ce dernier sera le plus représentatif des notables de Lomé à travers les colonisations successives, et le plus riche, grâce à sa vaste cocoteraie (actuel quartier Octaviano Nétimé), à sa briquetterie et à ses activités commerciales.

Mais Bismarck venait de changer de politique : pour maintenir l'équilibre européen, il lui fallait éviter que ne dégénéraient les querelles coloniales qui s'aigrissaient, en particulier autour du Congo. Il entreprit donc d'organiser, sous son arbitrage, une conférence coloniale à Berlin, prévue pour l'hiver 1884-85. Pour parler décentement de colonies, il fallait en avoir : l'explorateur Gustav Nachtigal fut dé-



### **HAMBURGERSTRASSE ET LES GRANDES FACTORIES (vers 1907).**

Le coeur commercial de la ville : l'entrée ouest de l'actuelle rue du Commerce. A droite : les bureaux (1905) de l'armateur allemand Woermann, de nos jours ministère du Commerce. A l'extrême gauche : la librairie évangélique (1902). La plupart des factoreries datent des années 1898 - 1903.

Document des Archives nationales du Togo.

pêché sur un navire de guerre pour signer quelques traités sur la côte africaine (à condition que cela ne coûtât rien au budget impérial). L'acquisition du littoral aujourd'hui togolais ne figurait pas du tout à son programme ; mais, lorsqu'il y passa<sup>(12)</sup>, les commerçants allemands et leurs associés africains vinrent le supplier de leur accorder la protection du *Reich* contre les menaces britanniques. Le traité signé à Baguida le 5 juillet 1884 (et renouvelé le lendemain matin à Lomé) proclama donc le "protectorat" allemand sur le Togo<sup>(13)</sup>. Un poteau aux couleurs de l'Empire fut érigé à la frontière d'Aflao, face aux Anglais. Un commerçant allemand, Heinrich Randad, armé de fortes paroles et d'un drapeau, fut proclamé consul impérial provisoire (avec résidence à Lomé), ce qui ne signifiait pas grand-chose de concret...

L'année suivante, un embryon d'adminis-

(12) Pour tenter de régler un litige compliqué à Aného, qui était à ce moment-là l'objet d'une âpre rivalité franco-anglaise.

(13) C'est-à-dire le territoire situé sous l'autorité théorique du "roi de Togo-(ville)", en fait l'aire du culte de Nyigblin, dont ce "roi" est tout à fait problématique.

tration coloniale s'installa à Baguida. En 1887, elle s'était un peu étoffée et se transféra à Aného, alors la ville la plus importante de la côte<sup>(14)</sup>, que les Français avaient finalement abandonnée aux Allemands à la fin de 1885.

Alors que les autres sites commerciaux de la côte (Baguida, Agbodrafo, Aného, Grand-Popo...) font, dans ces années-là, un commerce où les exportations (principalement d'huile de palme et de noix palmistes) l'emportent nettement sur les importations (tissus, armes et, surtout, alcools et tabac), Lomé reçoit, en valeur, deux fois plus qu'elle n'exporte<sup>(15)</sup>. Elle est bien, avant tout, un centre d'importation en gros des marchandises européennes pour leur redistribution dans l'intérieur du continent, légalement ou pas tout à fait légalement...

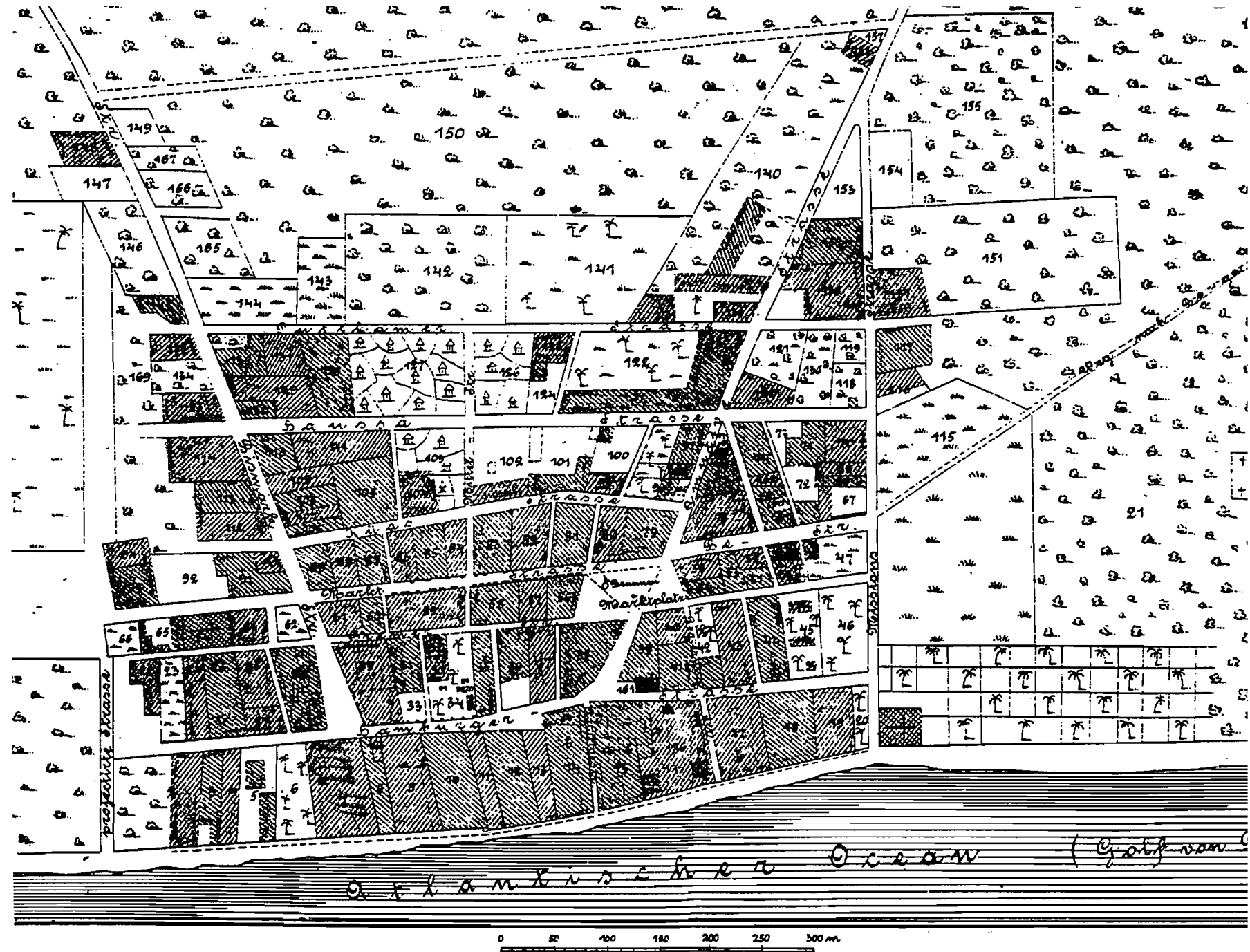
**Cette fonction de redistribution qui est à**

(14) En 1888, l'explorateur Curt von François compte 400 cases à Lomé, 600 à Aného.

(15) En 1884 :

	importations	exportations (F or)
Lomé	1 125 000	570 000
Baguida	375 000	1 055 000
Aného	1 625 000	2 030 000

(selon Elisée Reclus, 1887).



PLAN DE LOME EN 1896, dessiné par H. Klose.



son origine, Lomé ne l'a, jusqu'à nos jours, jamais perdue. Les armes ont disparu, mais, pour les tissus ou l'alcool, la capitale du Togo reste un centre de gros qui traite du Ghana au Niger, du Mali au Nigéria, voire jusqu'au Zaïre... Sans avoir officiellement le statut de port franc, Lomé a toujours tiré une grande partie de sa prospérité d'être, discrètement mais efficacement, l'une des plaques tournantes du commerce africain<sup>(16)</sup>

### III - CAPITALE POLITIQUE ET CAPITALE ECONOMIQUE (1897-1914)

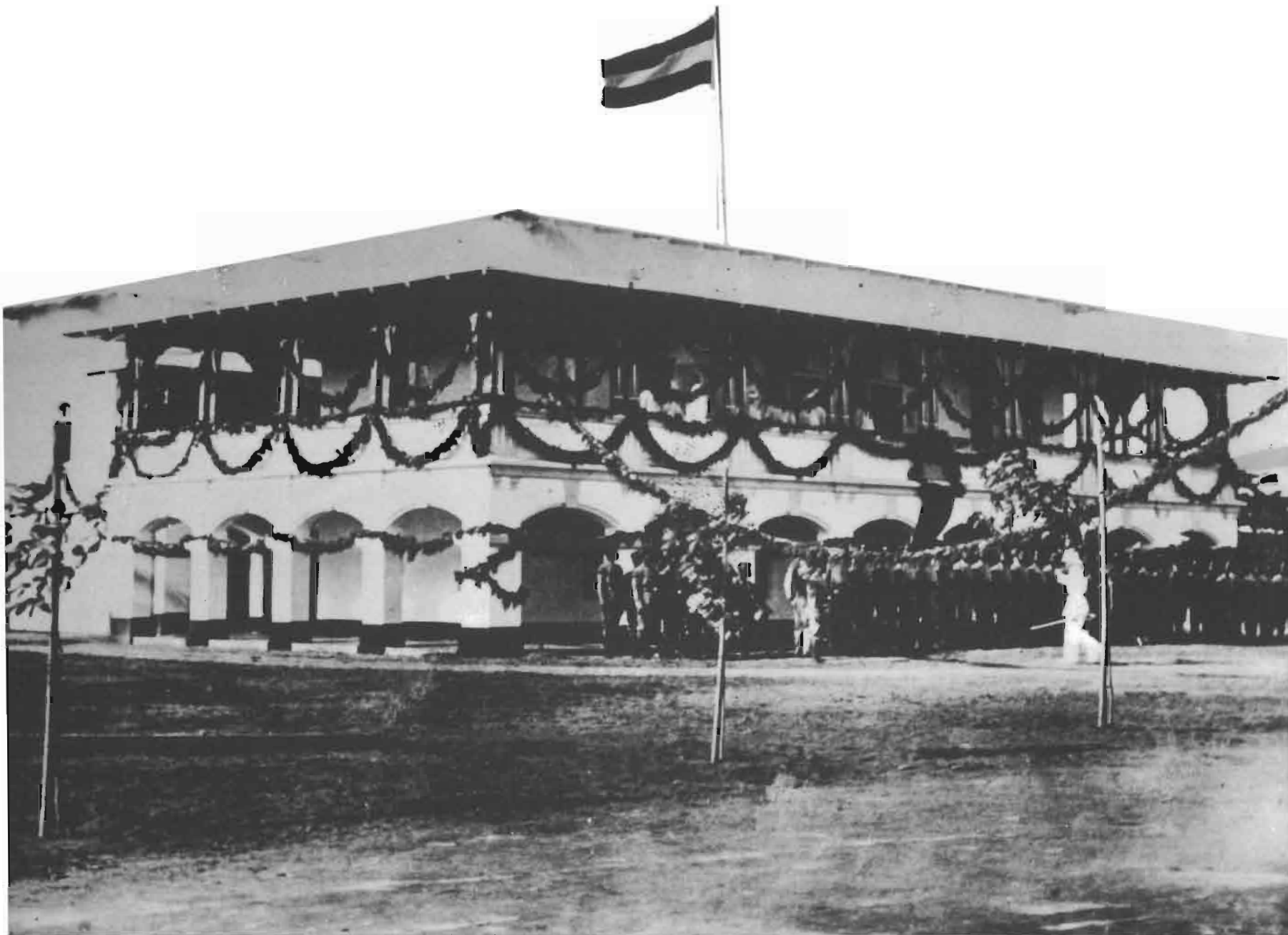
Le 6 mars 1897, l'administration coloniale allemande vint s'implanter à Lomé, car celle-ci, grâce à l'axe Lomé-Kpalimé-vallée de la Volta, était devenue la véritable porte du Nord, au moment où s'achevait la conquête des

*hinterlands* africains. On espérait aussi obtenir ultérieurement le territoire anlo sous domination anglaise en l'échangeant contre les îles Samoa, dans le lointain Pacifique-Sud, mais cela ne se fit pas : Lomé resta bloquée contre la frontière de la colonie voisine, avec une population qui y avait une bonne partie de ses attaches familiales comme de ses intérêts commerciaux.

Au moment de s'installer, l'Administration fit, en 1896, lever un cadastre de la ville, qui comptait alors 2 084 habitants (dont 31 Blancs). On y voit figurer presque toutes les rues de l'actuel centre commercial et surtout les deux axes principaux : la route de Kpalimé et celle d'Amoutivé, le long desquels la croissance de la ville s'étire vers l'intérieur du pays. Entre les deux, un secteur haoussa (actuel quartier Anagokomé, resté celui des Nago musulmans). Le grand-marché et le cimetière de Béniglato figurent déjà à leur emplacement d'aujourd'hui.

(16) Mais avec la crise économique généralisée de ces pays dans les années 1980, le commerce de Lomé (et surtout des Loméennes) a beaucoup souffert : les fameuses nana-Benz ne sont plus ce qu'elles étaient...

Ce cadastre dénombre environ 170 parcelles. Une vingtaine sont la propriété de compagnies allemandes (qui en louent une demi-



**INAUGURATION DE L'HÔPITAL "REINE CHARLOTTE" (24 mai 1909).**

Le bâtiment sera agrandi en 1913 - 1914. Il servira d'hôpital jusqu'en 1954, puis de Service des Finances et des TP.  
Aujourd'hui Service de la Planification de l'Education.

Document des Archives nationales du Togo.

douzaine d'autres) <sup>(17)</sup>). L'essentiel de la ville est approprié par ces marchands anlo qui ont fondé Lomé quinze ans plus tôt. On note quelques parcelles appartenant à des Mina et aussi, à la périphérie, à certains notables éwé d'Amoutivé : après avoir abandonné le littoral aux commerçants anlo, les autochtones viennent de comprendre leur erreur, et s'efforcent de rattraper la course aux terrains urbains.

A la différence de la plupart des capitales africaines, où l'Etat colonial a accaparé -plus ou moins brutalement- le sol urbain (quitte à le redistribuer ensuite en "concessions"), à Lomé la **propriété privée**, individuelle, du sol est donc reconnue dès le départ, entérinée par l'Administration et ses cadastres successifs<sup>(18)</sup>. Pour des gens venus d'ailleurs, le sol est dénué de ces valeurs religieuses et affectives qui, ailleurs, en interdisent plus ou moins totale-

---

(17) Encore une tradition qui ne s'est pas perdue : à Lomé, le commerce étranger (européen ou libanais) est plus volontiers locataire que propriétaire.

(18) Du tout premier plan, celui de 1891, jusqu'au "Grundbuch", mis en place en 1904-06 (513 titres fonciers conservés), qui fonde encore aujourd'hui la validité des propriétés foncières du tiers des parcelles du centre-ville.

ment la vente. Eux sont venus à Lomé pour y faire fortune ; les terrains urbains sont une marchandise comme une autre, qu'on achète et qu'on loue, ou qu'on revend pour faire le maximum de bénéfices : en ces temps d'essor urbain, on ne s'en prive certes pas (en gros, le centre-ville de Lomé a connu deux fois plus de mutations foncières à l'époque allemande que de 1914 à nos jours).

L'administration coloniale va donc respecter la ville des marchands (noirs et blancs) et s'installer à côté, dans l'actuel quartier administratif ("*Yovokomé*" : le quartier des Blancs), dont les 150 hectares de terrain domanial ont suffi jusqu'à nos jours aux besoins de l'Etat. Progressivement, de 1898 à 1910, les bâtiments administratifs et les logements de fonction se multiplient entre l'actuelle avenue de Sarakawa et la mer, dont on se tient à distance, car, aux périodes de tempête, la mer érode agressivement la plage<sup>(19)</sup>. Beaucoup de ces constructions subsistent, en général plus ou moins défigurées

---

(19) Ce n'est qu'à partir de la construction du port que le littoral de Lomé s'est mis à progresser (au contraire du littoral situé plus à l'est, en recul brutal). Du coup, les égouts, qui s'écoulaient en mer, aboutissent en pleine plage...



**PANORAMA PRIS DEPUIS LE CLOCHER**

**1 : Le wharf (1904) - 8 : Factorerie Swanzy - 9 : Liebau & Classen**



### **OUEST DE LA CATHEDRALE (début 1905).**

7 : Goedelt - 6 : Bödecker & Meyer - 5 : Bremer Fakt. - 2 : Poste (1899) - 3 : DTG - 4 : Douane (1903) -  
11 : Grand logement administratif - 18 : Bödecker & Meyer - 12 : Kaiserhof (1903) - 13 : Jeu de boule -  
10 : (au fond à droite) : nouveau palais du gouverneur (1897 - 1905).

Photographie de la Documentation Française (Paris)



### **DU BOUT DU WHARF UN JOUR DE FETE (1907).**

**A gauche : le grand logement administratif (construit en 1901, démoli dès 1913). Son annexe, à l'extrême gauche, est aujourd'hui le ministère du Travail ; à droite : la douane (détruite en 1983, remplacé par l'hôtel Palm Beach).**

Collection de M. Otto Frick.

de nos jours par les facilités de la climatisation, mais certaines sont encore bien reconnaissables : l'école de la Marina (ancien cercle de Lomé-ville), l'INRS, la direction générale des Douanes, la prison civile, l'ancien hôpital "Reine Charlotte de Wurtemberg", et surtout le palais des gouverneurs, construit de 1897 à 1905, siège de l'Etat jusqu'en 1970<sup>(20)</sup>.

Outre la fonction politique, les Allemands donnèrent aussi à Lomé, au début de ce siècle, un **avantage économique décisif** : un premier wharf, construit en 1904<sup>(21)</sup>. Sur cette côte rectiligne, sans aucun port naturel, où la barre est partout un obstacle dangereux, un wharf attire immédiatement le trafic maritime : dès 1905 la dernière rade foraine, celle d'Aného, est fermée. Lomé a désormais le **monopole des échanges maritimes**, et donc de toutes les activités qui en découlent.

A partir de ce wharf, les Allemands peuvent allonger les voies ferrées : en 1905, le rail atteint Aného, en 1907 Kpalimé, en 1909

(20) Et, brièvement, de la primature en 1991.

(21) Endommagé par une tempête en 1911, il est rétabli dès 1912, avec une passerelle coudeée bien visible sur les documents de l'époque, bricolage «provisoire» qui durera seize ans.

Atakpamé. Tout le "Togo utile" de l'époque est ainsi drainé sur Lomé comme dans un entonnoir, que renforcent le réseau routier et les lignes télégraphiques. L'essentiel du trafic commercial de gros se concentre désormais dans la capitale politique : les marchands mina et allemand d'Aného délaissent leur vieille cité pour transplanter leurs activités dans sa jeune concurrente.

Capitale économique en même temps que capitale politique, Lomé va désormais distancer irrésistiblement toutes ses rivales : la "macrocéphalie" -l'écart démesuré entre la plus grande ville et les suivantes- du Togo actuel trouve là son origine.

La population s'accroît : 1 500 habitants en 1891 (3 000 à Bè et Amoutivé), 2 000 en 1896, 3 000 en 1900, 4 000 en 1904, 6 000 en 1907, près de 8 000 en 1911<sup>(22)</sup>... C'est un peuplement très composite : aux Anlo, Mina et

(22) Dont 192 Blancs (la moitié de ceux du Togoland), 155 actifs (48 fonctionnaires, 39 commerçants, 24 missionnaires,...).

En 1912 et 1913, période de crise, une décrue ramène Lomé à 7 000 habitants, tout comme refluent brutalement les demandes de permis de construire (d'une soixantaine par an de 1905 à 1909 à une vingtaine en 1910-1911 et une dizaine en 1912-1913).

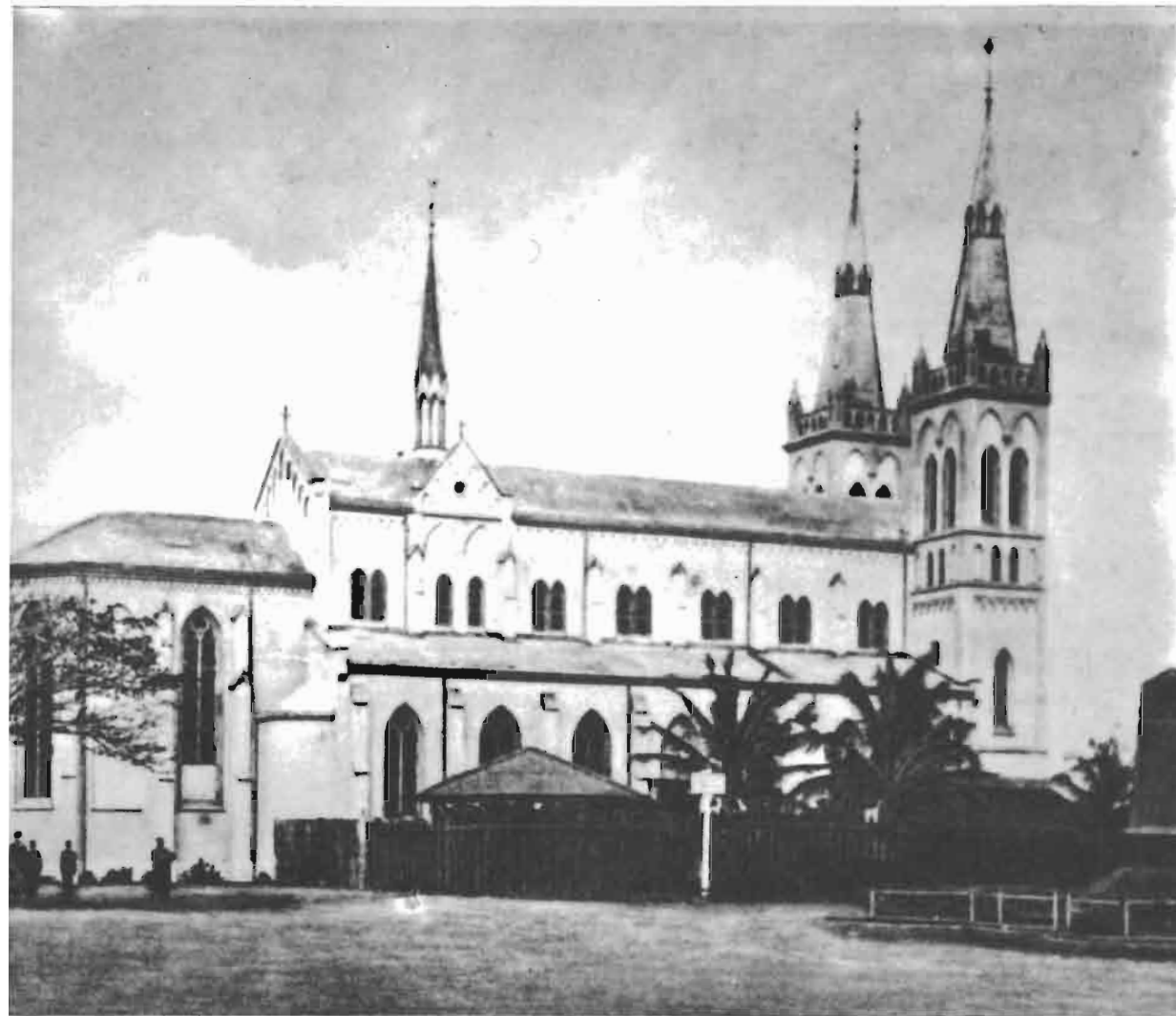




**LA RUE DU GRAND-MARCHE (vers 1910).**

Au fond : la maison Anthony (construite en 1903), louée à des commerçants européens.  
Document des Archives nationales du Togo.





**LA CATHEDRALE, construite  
de février 1901 à septembre 1902.**

Remarquer que la partie haute de la nef est plus étroite qu'aujourd'hui (elle sera élargie en 1914).  
A l'extrême droite : le monument élevé en 1899 à l'explorateur Wolf.

Cliché du Frère Damasus, collection Gruner (Berlin)








**LE TEMPLE EN VOIE D'ACHE-  
VEMENT ( été 1907).**

Le clocher a été diminué d'un étage et la nef élargie d'un bas-côté en 1977-78.

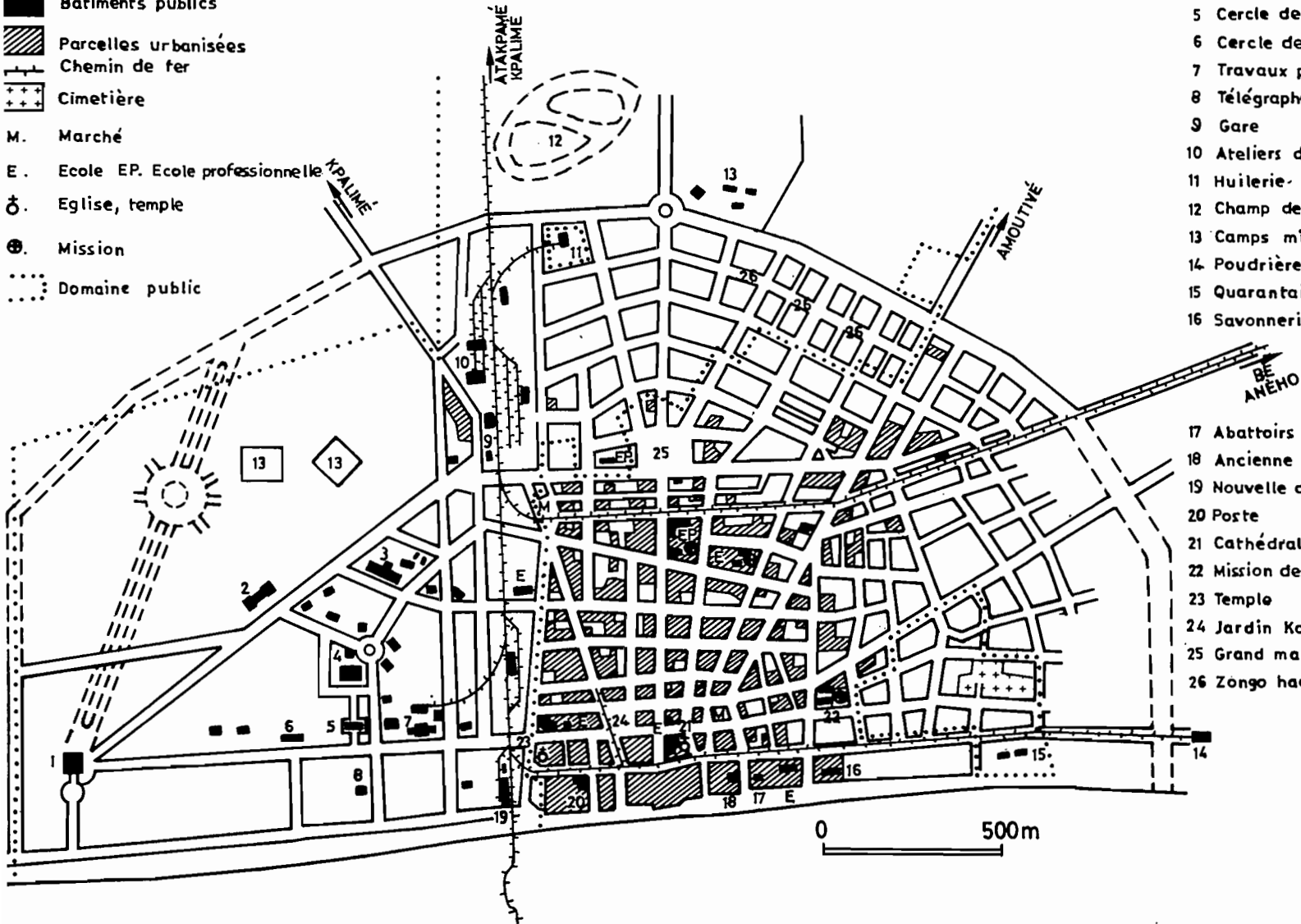
Document de la Mission d'Allemagne du Nord - Arclaves d'Etat (Brême)

**L'ŒUVRE DES MISSIONS**

# LOMÉ EN 1913

-  Voirie en projet
-  Batiments publics
-  Parcelles urbanisées
-  Chemin de fer
-  Cimetière
- M. Marché
- E. Ecole EP. Ecole professionnelle
- ⊕. Eglise, temple
- ⊙. Mission
- ⋯. Domaine public

- 1 Palais du Gouvernement
- 2 Administration générale
- 3 Hôpital Reine Charlotte
- 4 Prison
- 5 Cercle de Lomé-Ville
- 6 Cercle de Lomé-Campagne
- 7 Travaux publics
- 8 Télégraphe transcontinental
- 9 Gare
- 10 Ateliers des chemins de fer
- 11 Huilerie
- 12 Champ de course
- 13 Camps militaires
- 14 Poudrière
- 15 Quarantaine
- 16 Savonnerie



- 17 Abattoirs
- 18 Ancienne douane
- 19 Nouvelle douane
- 20 Poste
- 21 Cathédrale
- 22 Mission des Sœurs
- 23 Temple
- 24 Jardin Koehler
- 25 Grand marché prévu
- 26 Zongo haoussa

Haoussa<sup>(23)</sup>, s'ajoutent divers ressortissants des territoires anglais et français, et des Libériens<sup>(24)</sup>... Aux commerçants se sont joints les missionnaires : catholiques dès 1892, protestants en 1895, qui édifient les uns la cathédrale en 1901-1902, les autres le temple en 1907. Des écoles primaires privées et publiques ont surgi, ainsi que la remarquable école professionnelle catholique, qui initie de nombreux artisans aux techniques modernes. Il y a des entreprises de construction, une usine d'huile de palme, une savonnerie, une banque, deux hôtels... : tout l'équipement d'une vraie capitale.

Le plan de 1913 nous montre un centre-ville qui est presque exactement celui d'aujourd'hui<sup>(25)</sup>. Les rues de 1896 ont été

---

(23 ) *Ceux-ci installés, à partir de 1909, à l'ancien Zongo, après un passage près du petit-marché (devant l'actuelle SGGG), dit alors "marché haoussa", puis de l'autre côté de la voie ferrée, vers le palais des Congrès.*

(24 ) *111 au dénombrement de 1900. Ce sont les «krumen», qui forment en particulier les équipages des baleinières franchissant la barre, auxiliaires indispensables du commerce avant la création du wharf.*

(25 ) *Hormis le percement de l'avenue de Gaulle en 1944, la place de l'Indépendance (1960) et le prolongement de l'avenue de la Libération jusqu'à la mer (1961-62).*

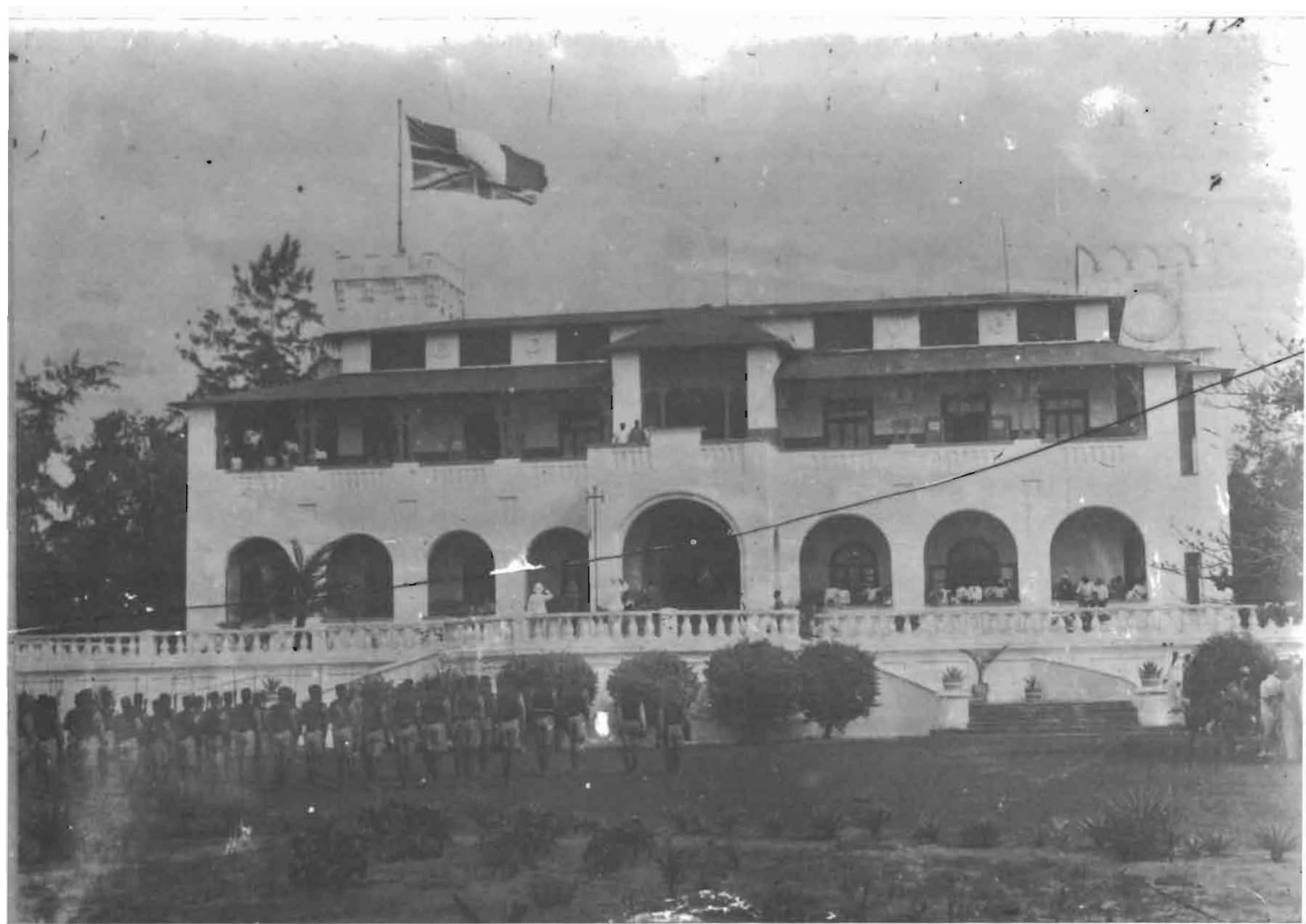
rectifiées, en particulier *Hamburgerstrasse* (la rue du Commerce actuelle) et *Zechstrasse*<sup>(26)</sup>, (l'avenue de la Libération). De nouveaux quartiers ont été tracés au cordeau, prêts à être lotis. Qu'il ait fallu plus de trois-quarts de siècle pour que cette voirie soit saturée fait honneur à la largeur de vue de ses concepteurs.

#### IV - D'UNE GUERRE A L'AUTRE (1914-1945)

Quand, début août 1914, éclate la première guerre mondiale, le Togo, colonie pacifique, est à peine armé : les Allemands, assaillis de toutes parts, préférèrent se replier sur l'intérieur pour tenter de protéger la précieuse station de radio de Kamina, près d'Atakpamé. En vain : ils doivent capituler dès 26 août, et les vainqueurs se partagent "provisoirement" le territoire occupé.

---

(26 ) *Le comte Julius von Zech fut, de 1904 à 1910, l'un des gouverneurs allemands les plus actifs, y compris comme bâtisseur à Lomé : on lui doit l'achèvement du palais, la multiplication des "bungalows" administratifs et la naissance de l'hôpital.*



**"DOUBLE FLAG" : 30 septembre 1920.**

**Les drapeaux anglais et français flottent ensemble pendant une journée sur le palais des gouverneurs.**

**Les Français resteront seuls le lendemain.**

Cliché Alex Accolatsé (négatif sur verre, en mauvais état).

Lomé, évacuée dès le 7 août par les Allemands, avait été occupée sans résistance et sans aucune destruction par les Britanniques. Ceux-ci conserveront la ville pendant six ans, jusqu'à ce qu'un nouveau partage du Togo, sous l'égide de la Société des Nations, attribue à la France un "mandat" sur les deux-tiers du territoire, avec Lomé et Kpalimé, et l'ensemble du réseau ferroviaire, fondement de la viabilité du territoire.

De ces six années anglaises, bien peu de traces matérielles : les occupants gèrent les affaires courantes au plus juste, sans même assurer l'entretien minimal des infrastructures, comme le wharf, mis à rude épreuve, car les affaires ont vite repris, au grand bénéfice (et à la vive satisfaction) des commerçants togolais : Lomé exporte dès 1916 autant qu'en 1913. Le retour à une scolarisation en anglais<sup>(27)</sup> a renforcé ou renoué les liens avec l'*Eweland* britannique (ou sous mandat anglais) : longtemps encore, les bonnes familles de Lomé enverront leurs enfants finir leur scolarité en Gold Coast, qui reste le vrai modèle alternatif

---

(27 ) *Les Allemands n'avaient essayé d'interdire l'usage de l'anglais dans les écoles de mission qu'à partir de 1906.*

au système allemand. A Lomé, les Français - contrairement à leurs illusions- n'auront sans doute jamais été vraiment admis, comme des colonisateurs sérieux, ni définitifs.

Le 1er octobre 1920, Lomé passe donc sous administration française. Celle-ci, pendant une douzaine d'années, sera très dynamique : elle doit imposer sa marque pour effacer celle de ses devanciers. La législation est rapidement alignée sur les pratiques de l'AOF : ainsi dès 1922 décide-t-on d'appliquer le décret de 1906 qui régit le statut des terres et le régime de leur immatriculation. En fait, cela reviendra à entériner l'appropriation du sol urbain de l'époque allemande. La procédure de la concession -l'attribution d'un lot par l'Etat de façon presque gratuite, mais conditionnée par sa mise en valeur- ne sera appliquée à Lomé que dans un seul quartier : Hanoukopé, 120 lots créés à partir de 1928 sur l'ancien champ de course hippique de l'époque allemande. On change dès 1921 les noms des rues<sup>(28)</sup>. On vend

---

(28 ) *En donnant ceux des héros de la grande guerre : Thomson et Guillemard, officiers tués au combat de Chra (22 août 1914), Maroix, ancien commandant en chef français au Togo, les maréchaux Foch, Galliéni, Joffre, ou ceux des vieilles gloires nationales : Jeanne d'Arc, Victor Hugo, Bugeaud...*



**LES DEUX WHARFS (1928 - 29).**

**A gauche, le wharf allemand (1902 - 04), avec la passerelle coudeée montée en 1912.**

**A droite, la douane et le wharf français (1926 - 28).**

Photo Ministère de la France d'Outre-Mer (Aix-en-Provence)

aux enchères, en 1924, les biens allemands saisis, que rachètent les compagnies françaises et anglaises, mais aussi des Togolais. On réalise progressivement la voirie esquissée sur le papier par les prédécesseurs ; on aménage la place "Fréau-jardin"<sup>(29)</sup>, (aujourd'hui de la Libération), qui reçoit son kiosque à musique en 1934. On bâtit beaucoup : on complète l'hôpital (flanqué d'une maternité, l'actuelle gendarmerie territoriale). On édifie un palais de Justice (aujourd'hui Fondation H. Seidel), un collège (l'actuelle ENA), une direction de l'Agriculture (bureaux des Nations-Unies), une direction des Chemins-de-fer (ministère des Affaires étrangères)... On électrifie la ville en 1926-27 ; on reconstruit, en 1926-28, un nouveau wharf, deux fois plus puissant que l'ancien. On installe la station de pompage de Caccavelli<sup>(30)</sup>, qui permettra d'approvisionner Lomé en eau courante d'excellente qualité à la fin des années 1930...

Lomé atteint 12 000 à 15 000 habitants

(29) Du nom de l'administrateur-maire Henri Fréau, qui en a dirigé l'aménagement.

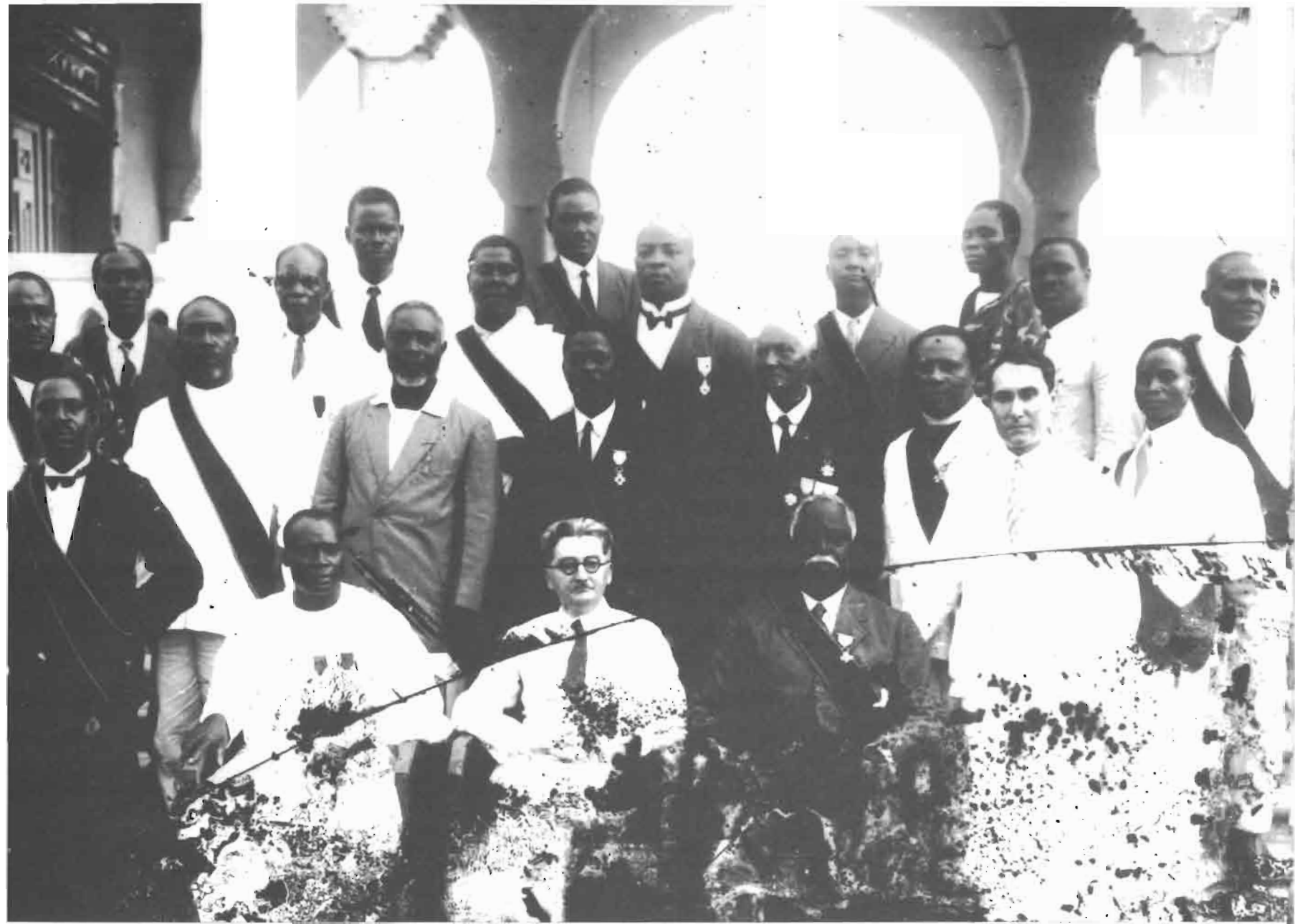
(30) Du nom de l'agent des Travaux publics corse qui avait entrepris les travaux.

(dont 350 Européens) dans les années 1930. Dans les quartiers construits à l'époque allemande et surtout dans l'espace compris entre cette vieille ville et le Boulevard circulaire, qui se peuple rapidement (Béniplato, Aguiarkomé, Abobokomé<sup>(31)</sup>, Sanguéra, Wétrivikondji) se multiplient les nouvelles maisons, maintenant en dur. C'est l'épanouissement de l'architecture typiquement loméenne<sup>(32)</sup> : maisons quadrangulaires de briques (cuites ou crues), à un ou deux niveaux, toits à quatre pentes (parfois à deux pignons en escalier), avec un mur d'enceinte d'abord en palmes, puis, de plus en plus, en dur ; le tout de couleur ocre, bois-de-rose ou sable, avec, sur la rue, des porches aux silhouettes pleines de fantaisies... C'est dans ces quartiers que l'on retrouve le mieux cette ho-

(31) Où Mgr Cessou (évêque de Lomé de 1921 à 1945) construit, en 1933-34, l'église Saint-Augustin d'Amoutivé (la deuxième de la ville), dans l'axe d'expansion de l'espace urbain.

(32) Dont l'origine se situe d'une part dans l'architecture baroque portugaise du Brésil, ramenée sur la Côte des Esclaves (surtout à Lagos et à Porto-Novo) par les affranchis du Brésil, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et considérablement épurée en glissant vers l'ouest, à Ouidah, puis Grand-Popo, puis Aného..., d'autre part dans le néo-classique anglais implanté en Gold Coast et acclimaté par les notables anlo. Progressivement les deux styles vont se fondre (d'autant plus vite que les constructeurs sont largement les mêmes : surtout des artisans "nago", Yoruba teintés de culture portugaise), aboutissant à une synthèse originale.





## BONNECARRERE ET LES NOTABLES (1931), devant le palais de Justice.

De gauche à droite : 1er rang (assis) : roi Lawson V (président du Conseil des notables d'Aného), le gouverneur Bonnacarrère, Augustino de Souza. Debout à droite : John Creppy (du conseil d'Aného), debout à gauche : non identifié (sans doute le commandant de cercle Bousquet). 2è rang (debout) : Samuel Foeviga (du conseil d'Aného), Félício de Souza, Emmanuel Ajavon, John Atayi, Octaviano Olympio, pasteur Baéta, Jonathan Savi de Tové. 3è rang : A.B.C. Lawson, Timothy Anthony, chef Jacob Adjallé d'Amoutivé, Alfred Accolatsé, Franz Homawoo, Ludwig Occansey, Alex Accolatsé. 4è rang : (à gauche) Joseph Blavotsri, William Fumey ; (à droite) chef Aklassou II de Bè. Cliché Alex Accolatsé ( négatif sur verre en très mauvais état)



mogénéité de formes et de couleurs qui fait le charme du vieux Lomé.

Les **principales mutations** de la période sont d'**ordre social et politique**. C'est essentiellement l'affirmation des fondateurs de la ville-trois ou quatre décennies plus tôt- ou de leurs héritiers, comme un groupe social cohérent, dominant, ayant vocation à représenter la population autochtone. En effet, les Français reçoivent à Lomé une colonie toute constituée, dans laquelle ils n'ont pas ces "courroies de transmission" habituelles que furent ailleurs les individus ou les groupes qui avaient joué la carte des Européens lors de la colonisation. Le commissaire de la République Auguste Bonnacarrère (janvier 1922-décembre 1931), habile et sincèrement libéral, crée donc dès février 1922 un **Conseil des notables** de Lomé<sup>(33)</sup>, composés de membres nommés, puis, dès 1925, élus par les chefs de famille. C'est

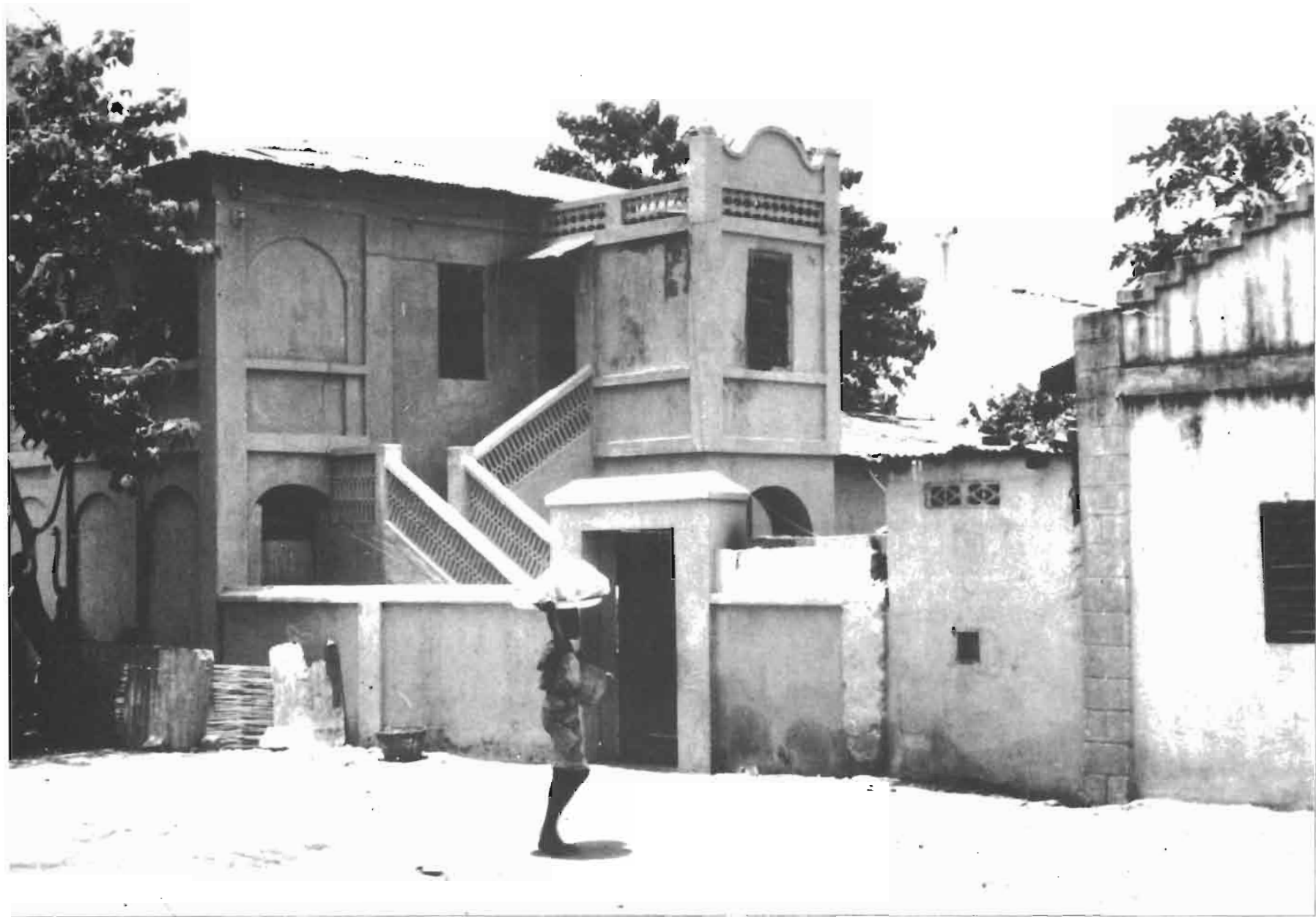
---

(33) *Aného, Atakpamé et Kpalimé suivront quelques mois plus tard. On créera aussi un conseil municipal en 1933, par l'érection de Lomé en commune "mixte" (avec un administrateur colonial comme maire), mais cela sera perçu par la population, en ces temps de crise, beaucoup moins comme une promotion que comme le moyen de se décharger sur elle du fardeau financier de la gestion urbaine.*

une assemblée consultative, mais, au moins du temps de Bonnacarrère, effectivement consultée, et qui permet l'émergence d'un embryon de vie politique à Lomé vingt ans avant les autres territoires. Des sièges sont aussi réservés aux Togolais au "Conseil d'administration du Territoire sous mandat" (1920), à la Chambre de commerce (1921), au Conseil économique et financier (1924)... On y retrouve, nommés ou élus, toujours les mêmes personnages, à la fois commerçants, planteurs<sup>(34)</sup>, et surtout propriétaires des terrains urbains et péri-urbains ; Félicio de Souza, Théophile Tamakloé, Augustino de Souza, se relaient sans discontinuer aux fonctions de président et de vice-président du Conseil des notables, où siègent de même tous les grands noms de la ville : Octaviano Olympio, Timothy Anthony, Savi de Tové, Atayi, Ajavon, les frères Accolatsé, les pasteurs Aku et Baéta, ainsi que les chefs des vieux villages voisins : Adjallé d'Amoutivé et Aklassou de Bè (déjà intronisés par les Allemands).

---

(34) *Depuis le début du siècle, les cocoteraies se sont multipliées autour de la ville, entre la lagune et la mer, remplaçant presque totalement la forêt initiale.*



**UNE MAISON TYPIQUE DU VIEUX LOME (construite en 1925)**

Celle de l'agent de commerce Narcizio d'Almeida.

(4 rue des Haoussa, quartier Adokoukomé).

Cliché Lucien ROUX, CCF-Lomé, 1991, pour l'exposition "Trésors cachés du vieux Lomé".

C'est ce groupe social -aux origines diverses (anlo, mina et guin, "brésiliens", métis, éwé...) mais unifié par les mêmes pratiques économiques et sociales<sup>(35)</sup>, et surtout par l'enracinement dans la ville qu'ils ont fondée- qui va marquer le plus Lomé. Il semble bien, en effet, que l'obsession de la maison particulière, du "chez" (soi), qui caractérise si nettement Lomé par rapport aux autres capitales africaines, tire de là sa source. Ce sont ces notables - à l'origine commerçants aventureux venus là pour chercher fortune, et qui l'y ont trouvée, maintenant riches et considérés, maîtres du jeu foncier et reconnus comme interlocuteurs indispensables par la puissance coloniale- qui incarnèrent leur réussite dans la maison familiale, reprenant là (mais portant à l'extrême) une tradition culturelle de la région : l'identification du chef de famille et de sa maison (c'est le sens de l'éwé "Apeto" : "Monsieur"). Le sol n'incarne pas de valeur sociale propre, puisque

(35) Ce qui n'empêche pas le maintien de subtiles hiérarchies entre ces strates, que sépare une cascade d'envies et de mépris, d'où la relative rareté des inter-mariages, mais, grâce à la polygamie, tout le monde est finalement apparenté à tout le monde (ce qui n'empêche pas les affrontements politiques).

les habitants de Lomé ne sont pas des autochtones : c'est la **maison** qui cristallise la charge symbolique de la famille, qui exprime son succès et sa pérennité. C'est là que doivent se faire les funérailles du patriarche, là où se réunissent les héritiers -qui la conservent en indivision<sup>(36)</sup>-, là où se réfugient les solitaires, les veuves, les divorcées<sup>(37)</sup>, tandis que les hommes atteignant la maturité doivent partir, à leur tour, fonder une nouvelle maison de famille à la périphérie. C'est cette "**logique de l'essaimage**" qui explique le mécanisme de la croissance spatiale de Lomé, et cette fixation affective sur la maison familiale -qu'on ne peut en aucun cas revendre- qui est la cause de l'extraordinaire stabilité foncière et immobilière qu'on y décèle : d'après une enquête réalisée par l'Orstom en 1982-84, 9 % seulement des parcelles urbaines ont connu au moins une revente (dont 1 % seulement de terrains

(36) D'où de redoutables problèmes d'entretien de ce patrimoine collectif, faute non d'argent mais d'accord pour répartir les charges d'entretien et de restauration.

(37) D'où la féminisation du centre-ville : 75 hommes pour 100 femmes dans la "ville allemande", 81 à l'intérieur du Boulevard circulaire, contre 98 dans les quartiers de la périphérie (selon le recensement de 1981).



**LE PALAIS DE JUSTICE (construit en 1926).**

**Façade nord. Aujourd'hui Fondation Eyadema, puis Fondation H. Seidel.**

Document des Archives nationales du Togo (1930)

bâti). En plein coeur du centre commercial, où l'on a énormément construit, 7 % seulement des lots ont changé de mains depuis l'Indépendance<sup>(38)</sup>, à des prix remarquablement faibles par rapport aux autres capitales africaines. C'est donc le relatif bas prix des terrains (tant qu'ils sont abondants) qui a induit la possibilité pour les riches et les pauvres d'acheter leur lot côte à côte : c'est pour cela que Lomé est, maintenant, **une ville sans ségrégation sociale**, et avec peu de spéculation foncière, où, jusqu'à ces dernières années, les hommes arrivés à l'âge de la maturité<sup>(38)</sup> ont pu, pour la plupart, devenir eux aussi propriétaires et fonder à leur tour leur maison de famille dans une périphérie urbaine en croissance rapide.

Mais, à partir de 1931-32, la **crise économique mondiale** frappe durement le Togo : un pays aussi ouvert sur l'extérieur, vivant de

(38) Les terrains du centre de Cotonou a connu environ trois fois plus de mutations foncières, en particulier depuis 1960.

(39) Age moyen à l'achat du terrain : 35 ans (37 dans les années 1960-65, 33 dans les années 1975-80). D'après l'enquête « budget-consommation » de 1987, à Lomé, les chefs de ménage de moins de 40 ans sont à 25 % propriétaires, à 60 % locataires, à 15 % hébergés ; de 40 à 50 ans, 55 % sont propriétaires, 30 % locataires ; au-delà, 70 à 80 % sont propriétaires.

ses exportations de produits agricoles tropicaux et de ses importations de marchandises pour la redistribution à travers l'*hinterland*, ne pouvait que ressentir violemment la contraction de l'économie marchande : en gros, toutes les activités monétarisées baissent d'un tiers ou de moitié. Dans la ville, le temps des vaches maigres est arrivé. L'administration coloniale réduit ses dépenses, comprime ses effectifs (le chômage s'enfle durement parmi les diplômés, que l'on prétend refouler vers les travaux des champs) et s'efforce de maintenir un minimum de ressources en augmentant la pression fiscale directe, en cherchant, notamment, à taxer les revendeuses du marché.

Le mécontentement gronde. La police croit le juguler en arrêtant quelques "meneurs" ; elle ne réussit qu'à provoquer, les 24 et 25 janvier 1933, une émeute dans la ville. La répression -une occupation militaire brutale, par des troupes venues du Dahomey- sera sans commune mesure avec une manifestation somme toute plutôt débonnaire<sup>(40)</sup>. La crise économique s'approfondissant encore en 1933

(40) Mais l'Administration n'osera jamais appliquer les nouveaux impôts prévus.



**LE COURS COMPLEMENTAIRE (construit en 1928).**

Premier collège du Togo, baptisé "Lycée Bonnacarrère" le 19 mai 1953. Depuis 1964, lycée technique, puis Ecole nationale d'Administration.

Document des Archives nationales du Togo.

et 1934, la ville est de fait "décapitalisée" : la plupart de ses services de haut rang sont transférés à leurs homologues du Dahomey, jusqu'en 1936. Si la construction des maisons continue, les quartiers, hormis le peuplement progressif d'Hanoukopé, ne s'étendent plus guère : la ville se replie sur elle-même.

La seconde guerre mondiale ne touche pas directement le Togo<sup>(41)</sup>. Mais la convalescence économique des années 1936-38 est brisée net : la frontière de la Gold Coast est fermée ; les bateaux n'arrivent plus qu'au compte-gouttes. La répression coloniale est maintenue dans des limites modestes (comparé à ce qui se passe dans d'autres territoires), mais, fin 1942-début 1943, le basculement de l'AOF dans la France libre entraîne un "effort de guerre" extrêmement dur : les réquisitions et les punitions se multiplient, alors que les restrictions se poursuivent et qu'on parvient difficilement à relancer la production. C'est une ville comme anesthésiée pendant long-

(41) On fortifia tout de même la plage devant le quartier administratif avec de petits blockhaus. (Il en subsiste un en face de l'hôtel-école Le Bénin).

temps qui va, à partir de 1945, se réveiller, économiquement et politiquement.

## V - L'ESSOR DE L'APRES-GUERRE (1945-1960)

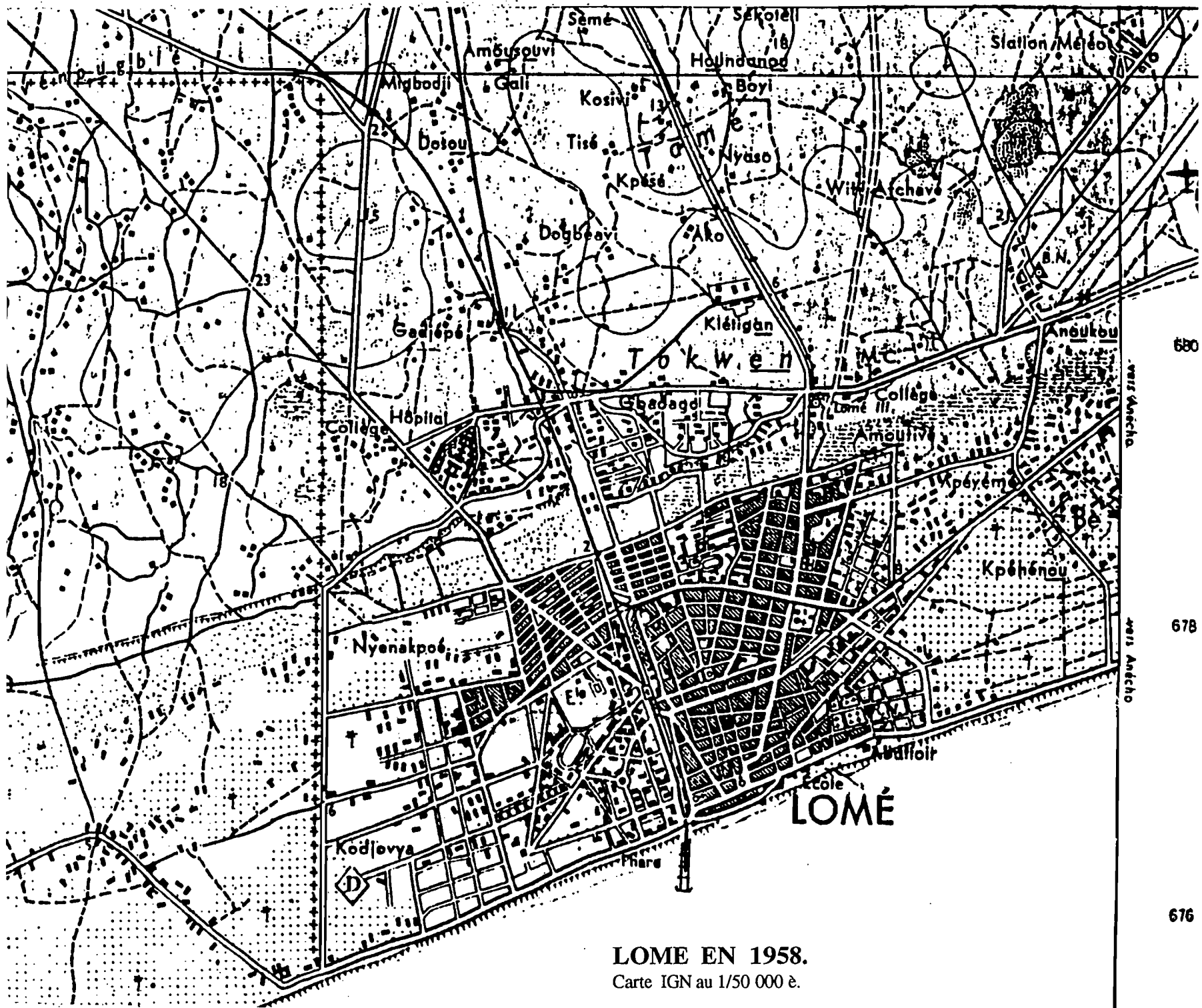
À la fin de la seconde guerre mondiale, l'abolition du travail forcé, les investissements massifs des crédits FIDES et surtout l'envol du cours des produits tropicaux apportent, au Togo comme dans les pays voisins, une prospérité sans précédent.

Pour Lomé, cela signifie une **explosion démographique**<sup>(42)</sup> et surtout **spatiale** qui va désormais propulser la ville bien au delà du Boulevard circulaire : 18 000 habitants environ en 1938, 33 000 en 1950<sup>(43)</sup>, 85 000 en 1958-

(42) Qui commence, en fait, dès 1944, par les gens fuyant en ville les rigueurs de l'effort de guerre dans les campagnes.

(43) Dénombrement administratif, donc en général sous-estimé (Bè et Amoutivé sont exclus). On y compte en 1950 24 % d'Ewé, 20 % d'Anlo, 19 % de Mina, 10 % de Ouatchi, 10 % de Haoussa et Yoruba, avec un millier Européens.





LOMÉ EN 1958.

Carte IGN au 1/50 000 è.



59<sup>(44)</sup>, par un apport migratoire qui se diversifie, mais provient encore surtout du Sud du pays : aux Mina et Anlo majoritaires dans la vieille ville, viennent s'ajouter des Ewé de Tsévié et de Kpalimé et des Ouatchi du plateau de Vogan : les gens du Centre et surtout du Nord sont encore rares à Lomé.

En vertu des mécanismes d'essaimage décrits plus haut, la ville de Lomé va, dès 1945-50, éclater hors de ses anciennes limites, en poussant rapidement vers la lagune. Au nord-ouest, c'est le lotissement de la vieille cocoteraie Olympio ("*Octaviano Nétimé*"), à l'époque le quartier chic, puis de Nyékonakpoé- Sans Fil<sup>(45)</sup>. Au nord-est, ce sont des lotissements plus populaires : Doulassamé et les terrains libres qui séparaient encore Lomé du vieux village d'Amoutivé, Lom-Nava, Kpéhénou, la "Corne

---

(44) Y compris Bè, qui ne fait pas encore partie de la commune (il faudra attendre 1971 ; Tokoin a été annexé en 1958). 31 % de chefs de ménage éwé, 29 % de Mina, 8 % de Dahoméens, 6 % de Ouatchi, 3 % de Kabyè, 2 % de Kotokoli... (les Anlo se sont fondus dans les catégories éwé et mina).

(45) La première station de radio ("*télégraphie sans fil*", uniquement pour les télécommunications) se trouvait en face de la Pharmacie de l'Avenir.

de Bè<sup>(46)</sup>... A partir de la gare et du marché de Bè, l'expansion se fait en tache d'huile sur les plantations d'Augustino de Souza. Au nord, la ville franchit la lagune et commence à monter sur le plateau de Tokoin, où le chef Adjallé loue<sup>(47)</sup> les parcelles de Gbadago aux plus démunis, tandis qu'ailleurs la vente directe prime, en particulier dans les grandes cocoteraies de la bourgeoisie loméenne<sup>(48)</sup> : c'est le mode de constitution de ces quartiers à leur origine qui explique clairement leurs différences actuelles.

Le plateau de Tokoin -bonne terre agricole et bonne terre à bâtir (jusqu'aux années 1960, où le parpaing de ciment va l'emporter,

---

(46) Dans le biseau entre la rue Notre-Dame-des-Apôtres et le boulevard Houphouët-Boigny. Ces quartiers resteront les plus denses de la ville (200 hab. /ha), après Gbadago (280).

(47) Selon des procédures de type coutumier (c'est-à-dire relativement symboliques, avec des loyers de 500 à 1 000 F CFA et une ou deux bouteilles d'alcool par an) qui s'apparentent plus à une entrée en dépendance traditionnelle qu'à une location au sens moderne, d'où maintenant de multiples litiges.

(48) Qui investit l'argent en études supérieures en France pour ses enfants, d'où leur poids actuel dans les rouages techniques de l'appareil d'Etat, bien que ce groupe social ait perdu l'essentiel de son pouvoir politique à partir de 1963.



## **LE C. H. U. ET SES ENVIRONS EN 1962.**

**Le vaste triangle de l'hôpital est progressivement rattrapé par la ville. Au premier plan : le premier (et très longtemps unique) lotissement public : la Cité de l'Avenir ou "Tokoin-Habitat" (1961 - 62).**

Cliché C. Lawson (archives du CINEATO).

toute la ville est construite avec l'argile des carrières qui échancrent le rebord du plateau, les briques étant cuites avec les sous-produits des cocoteraies)- était jusqu'alors peu propice, à l'urbanisation, car la nappe phréatique y est profonde (10, 20, 30 mètres, contre 1 à 2 sur le cordon littoral) et pas toujours potable. Il reçut donc surtout, avant et après la guerre, de grands équipements collectifs : à Tokoin<sup>(49)</sup>, le grand "hôpital général du Togo" (actuel CHU, construit par tranches de 1949 à 1954, sur le site de l'ancien aérodrome de 1931), le séminaire catholique, le camp militaire (actuel RIT), le collège Saint-Joseph (1948-1950), le nouvel aéroport (1944)... Le CHU provoque le peuplement du quartier Tokoin-Hôpital dès les années 1950, mais ce n'est qu'à partir de 1960 et surtout 1965 que la ville va vraiment s'élancer sur le plateau de Tokoin, dont le poids dans l'agglomération s'accroît très vite : 8 % en 1958-59 (7 000 hab.), 20 % en 1970 (37 000 hab.), 46 % en 1981 (170 000 hab.), probablement les deux-tiers des Loméens aujourd'hui...

Pendant ce temps, au sud de la lagune, la

(49) C'est ce site-là qui a donné son nom à tout le plateau.

croissance, qui s'était faite jusqu'ici le long des grands axes conduisant vers l'intérieur (route de Kpalimé, route d'Amoutivé-Atakpamé, route de Bè), commence à se rabattre latéralement vers la mer : dans les années 1955-65, c'est, à l'ouest, l'occupation de Nyékonakpoé puis de Kodjoviakopé, enchassant les petites communautés de pêcheurs anlo du littoral. A l'est, le lotissement de la cocoteraie de Souza se poursuit de 1955 à 1970, progressant du nord-ouest au sud-est, parallèlement à la route de Bè, en direction du bord de mer, où la cocoteraie Anthony ne sera que très tardivement occupée (vers 1975), tandis que l'expansion se propage désormais plein est, vers Ablogamé, Akodesséwa et la zone portuaire, atteinte dans les années 1975-80<sup>(50)</sup>, largement dépassée aujourd'hui, vers Baguida et bien au delà.

Dans les années des crédits FIDES, la ville s'équipe rapidement : on goudronne et on

(50) Le coup d'arrêt étant donné en 1983 par le "déguerpissement" des habitants de la zone industrielle et portuaire. Celle-ci a été déclarée d'utilité publique en 1962, mais, comme les procédures d'expropriation n'ont jamais été conduites à leur terme (les titres fonciers sont toujours aux noms des anciens propriétaires), l'imbroglio juridique est total, et les problèmes humains amers.



**L'ANCIENNE DIRECTION DES CHEMINS DE FER, DEVENUE LE SIEGE  
DU PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE AUTONOME (1956-1960).**

**Bâtiment construit en 1928, aujourd'hui ministère des Affaires étrangères (façade sud-ouest)**

Document des Archives nationales du Togo (1930).

électrifie à peu près tous les quartiers centraux, jusqu'au Boulevard circulaire ; on construit la grande poste (1956-57), l'hôpital déjà cité, la gare routière de la route d'Aného(1953), des services techniques (Agriculture et Elevage, 1950), un nouvel aéroport, une vraie station de radio... On multiplie les écoles et les collèges, dont le fameux lycée Bonnacarrère et ceux que créent les missions : Saint-Joseph, Notre-Dame d'Amoutivé (pour les filles), le Collège protestant. On édifie le Centre Orstom (1949-51); on embellit les rues, en particulier la "marina" (1953)... Lomé est alors l'une des villes les mieux aménagées de la côte africaine.

Elle est aussi un lieu d'affrontement politique : l'effort de guerre a exacerbé les tensions, et les années suivantes voient l'essor du jeune nationalisme togolais. Les gens de Lomé - nombreux au sein des nouvelles élites issues des écoles françaises - s'engagent avec ardeur dans les nouveaux partis politiques, et se déchirent violemment (du moins en paroles). Depuis 1946, la capitale abrite une "Assemblée représentative du Togo", que préside le plus brillant commerçant de la ville, Sylvanus

Olympio<sup>(51)</sup>, secrétaire général du Comité de l'Unité Togolaise, dont les relations avec l'administration coloniale deviennent de plus en plus difficiles. Profitant de l'antagonisme, ses adversaires politiques<sup>(52)</sup> l'emportent ensuite à l'Assemblée, en 1951, et, dans un jeu particulièrement complexe, obtiennent de la France une autonomie de plus en plus large : le 10 septembre 1956, Nicolas Grunitzky<sup>(53)</sup> devient premier ministre de la République autonome du Togo. Mais les élections libres du 27 avril 1958 ramènent triomphalement le CUT au pouvoir (Lomé, toute bouillonnante de passions, a donné 84 % de ses voix à ses candidats), qui va préparer l'Indépendance.

---

(51) 1902-1963. Directeur général de la puissante firme UAC-Togo. C'est le neveu d'Octaviano Olympio, dont le fils Pedro, le premier médecin togolais, avait ouvert dans les années 1930 la clinique privée "Bon Secours" (les deux cousins sont d'ailleurs adversaires politiques). Le CUT est présidé par le vieil Augustino de Souza (1887 - 1960), qui fait figure de patriache de la ville depuis la mort d'Octaviano Olympio.

(52) La bourgeoisie loméenne, ancienne ou récente, est à la tête de pratiquement toutes les factions, avec des alliances diverses dans l'intérieur du pays.

(53) 1913 - 1969. Né d'un père commerçant allemand et d'une mère princesse d'Atakpamé, ingénieur des Travaux publics, député du Togo à Paris de 1951 à 1958, président de la IIème République (1963 - 67), beau-frère de Sylvanus Olympio.



**SYLVANUS OLYMPIO ET LA FOULE  
ECOUTENT LES DOUZE COUPS DE MINUIT,  
qui sonnent l'heure de l'Indépendance : "La nuit est longue, mais le jour vient..  
Cliché E. Bedel (archives du CINEATO)**



**MONUMENT A L'INDEPENDANCE.**  
Document des Archives nationales du Togo.

**L'INDEPENDANCE DU TOGO  
(27 avril 1960)**

La municipalité de Lomé est devenue elle aussi un enjeu politique majeur : pour la soustraire à ses adversaires, l'administration coloniale doit finalement la dissoudre, nommer à sa place des "Commissions spéciales", des "Délégations", qui se politisent à leur tour... Un signe de l'importance politique de l'enjeu est que Olympio, tout en menant le combat pour l'Indépendance à l'échelle nationale, conquiert en 1959 la mairie de Lomé, et en garde la charge même après être devenu président de la République.

Dans les années troubles de la première décennie de l'Indépendance, les crises politiques essentielles (1963, 1966, 1967...) seront posées et résolues dans la capitale. La constitution d'un Etat fort s'accompagnera inévitablement de la reprise en main de la ville, dont les maires seront désormais plus souvent désignés qu'élus<sup>(54)</sup>. Et les grandes orientations de la capitale seront, jusqu'à nos jours, décidées bien davantage par l'administration

(54) Ce n'est qu'en 1987 qu'on est revenu à des institutions municipales élues de type normal, avec l'élection du professeur Akakpo au poste de maire, qui a su refaire de la mairie un partenaire dans le développement de la ville.

centrale que par une municipalité aux très faibles moyens techniques et financiers.

## VI - DEPUIS L'INDEPENDANCE (1960-1990)

L'Indépendance, le 27 avril 1960, signifie, pour la capitale, un **surcroît d'activités et d'investissements** : il faut installer le nouvel appareil d'Etat et le corps diplomatique. On bâtit beaucoup, en particulier à l'époque de la "politique des grands travaux" lancée par le général Eyadéma (surtout dans les années 1974-1982). On multiplie les constructions dans le quartier administratif (mais faute de moyens pour loger tous les nouveaux services, on loue aussi des bâtiments éparpillés dans la ville). De l'évolution du style et des ambitions témoignent tour à tour l'hôtel Le Bénin (1960), le lycée de Tokoin (1964), les "Quatre-ministères" (1967), la nouvelle présidence (1970), le Centre National de Traitement Informatique (1976), le bloc ministériel du CASEF (1981), la Tour des Equipements (1987)... Volonté d'urbanisme monumental : la place de l'Indé-





**L'ADIEU AU WHARF (1966).**

Cliché C. Lawson (archives du CINEATO).

**LE NOUVEAU PORT (1968).**

**Première jetée et premier quai.**

Document des Archives nationales du Togo.



pendance (1960) s'entoure progressivement de la Maison du RPT (1972) et de l'hôtel du Deux-Février (1981). Volonté aussi d'aménagement urbain : la maîtrise de la lagune, enfin obtenue par les experts hollandais grâce à une alternance de remblaiements et de surcreusements (1972-76), met fin à un interminable cauchemar, à quarante années de vains efforts de comblement et de graves inondations périodiques. Multiplication des grandes infrastructures : le nouveau grand-marché (1967), le campus de l'Université (1970-72) et surtout le port en eau profonde (80 ha à 10 m de profondeur moyenne), décidé en 1960, réalisé en 1965-1968 (avec des agrandissements ultérieurs : 1974, 1984), accompagné d'une vaste zone industrielle de 750 hectares<sup>(55)</sup>, un port qui donne enfin au Togo un instrument économique à la mesure de ses besoins<sup>(56)</sup>. C'est aussi la

---

(55) Mais les efforts des années 1975-82 pour faire de Lomé un grand centre industriel ont été, pour diverses raisons, plutôt décevants quand la crise économique mondiale s'est déchaînée. La «Zone franche» des années 1990 tarde à se remplir.

(56) Et à ceux de transit des pays du Sahel voisins : toujours la fonction de redistribution de Lomé vers l'hinterland (qui s'est enrichie, dans les années 1975, d'un développement massif du trafic de la friperie, importée surtout par des Ibo nigériens).

création, en 1975-80, d'une forte infrastructure hôtelière, qui vise à faire de Lomé un forum pour l'Afrique, où l'on vient, par exemple, signer les accords entre l'Europe et les pays d'Afrique - Caraïbes - Pacifique, connus sous le nom de *Lomé I* (1974), *Lomé II* (1979), *Lomé III* (1984), *Lomé IV* (1989). De nouveaux noms de rue (Libération, 24-Janvier, Sarakawa, Maman-N'danida,...) ont enregistré les orientations politiques du temps. De nombreux monuments, des décorations de céramique, des statues -surtout celles du sculpteur Paul Ahyi-embellissent la ville, dont la propreté frappe vivement le visiteur.

La population continue à s'enfler (bien qu'à un rythme désormais un peu moins rapide : 7,5 % de croît annuel dans la première décennie de l'Indépendance, 6,5 % dans la seconde) : 85 000 habitants en 1958, 185 000 au recensement de 1970, 375 000 à celui de 1981<sup>(57)</sup>, les 500 000 vraisemblablement atteints dès 1985, sans doute les 700 à 750 000 en 1990...

---

(57) Dans la commune seule ; l'agglomération réelle -qui englobe Agoènyivé, le nouveau Zongo (reconstruit à partir de 1977) et Baguida- compte alors au minimum 400 000 habitants.



**L'ANCIEN GRAND - MARCHE (1962).**

Sous les tours de la cathédrale (reconstruites en 1940), les hangars où s'abritent les commerçantes.

Cliché J. M. DO KOKOU.

Cette population ne s'est que peu diversifiée, malgré un apport important de gens du Centre et du Nord du pays : selon le recensement de 1981, Lomé est maintenant peuplée à environ 70 % d'originaires du Sud (37 % d'Ewé, 24 % de Mina, 7 % de Ouatchi...), 25 % du Centre et du Nord, au-delà d'Atakpamé (5 % de Kabyè, 3 % de Kotokoli, le reste très éparpillé), 3 % de Béninois..., et elle a maintenu l'un de ses caractères les plus originaux : sa **prépondérance féminine**<sup>(58)</sup>. C'est une population largement adulte (à 55 %, face à 43 % de moins de 15 ans et à 2 % de plus de 65 ans, alors que les moyennes nationales sont, respectivement, de 46 %, 50 % et 4 %) et fortement imprégnée par les religions modernes (54 % de catholiques, 11 % de protestants, 8 % de musulmans, au lieu de 22 %, 7 % et 12 % pour l'ensemble du Togo). Phénomène classique en ville : les groupes familiaux ont tendance à

---

(58) 91,7 hommes pour 100 femmes en 1958, 92,2 en 1970, 93,4 en 1981 : cette légère masculinisation correspond à l'afflux des gens du Nord, eux à forte dominante masculine (Mina : 88, Ewé et Ouatchi : 89, Kabyè : 108, Moba : 132...), alors que les peuples de la Région Maritime envoient plutôt leurs hommes au loin (Accra, Abidjan, Lagos...) et leurs femmes à Lomé. De telles migrations féminines autonomes sont rares en Afrique.

évoluer en cellules plus restreintes : de 1970 à 1981, la proportion de ménages de 2 à 6 personnes est montée de 53,5 % à 58 %, ceux de plus de 6 personnes reculant de 29 % à 26 % (les isolés -dont beaucoup d'"élèves"- fléchissant de 17,5 à 16 %). Mais cette image cache une autre réalité, celle de l'**instabilité familiale**, structurelle (en gros, le tiers des femmes a divorcé avant l'âge de 40 ou 45 ans) ou résidentielle : 43 % seulement des ménages de la ville sont composés d'un homme et d'une femme (plus, en général, des enfants, des ascendants ou autres...) contre 33 % réduits à un seul conjoint (9 % l'homme, 24 % la femme) accompagné d'enfants ou autres parents, et 16 % de solitaires (dont 1 % seulement de femmes), avec 8 % de ménages "divers" (dont les polygames, peu nombreux en fait à vivre en cohabitation). Au total, un quart des ménages a pour chef une femme<sup>(59)</sup>.

Les Loméens vivent surtout, comme à l'origine de la ville, des activités de service : moins de 3 % des citadins actifs se consacrent

---

(59) A Abidjan, il n'y a en que 10 %.



## **LE CENTRE COMMERCIAL EN 1962.**

**Les factoreries, la cathédrale, le marché, la gare routière...**

Cliché C. Lawson ( archives du CINEATO).





## **LE CENTRE ADMINISTRATIF EN 1963.**

L'Assemblée nationale, l'hôtel Le Bénin, le palais de Justice, les wharfs...

Cliché E. Bedel (archives du CINEATO).



**LE LYCEE DE TOKOIN, A LA LISIERE DE LA VILLE (1963).**

En cours d'achèvement, le lycée précède la ville sur le plateau de Tokoin, alors tout rural. De part et d'autre de la route d'Atakpamé, à la montée sur le plateau : les carrières d'argiles, d'où proviennent les briques qui construisent la ville.

Cliché C. Lawson (archives du CINEATO).



à l'agriculture et à la pêche, 25 % aux activités secondaires et 71,5 % aux tertiaires (28 % au commerce, 15 % à l'administration), mais avec de remarquables différences entre hommes et femmes : les premiers s'équilibrent entre l'administration (19 % des hommes actifs), l'industrie et -surtout- l'artisanat (18 %), les transports (16 %) et le commerce (11 %) ; les secondes sont à 53 % commerçantes (et 12 % vendeuses d'aliments préparés, omniprésentes dans les rues), 16 % couturières, 8 % fonctionnaires, proportions certainement stables dans le temps. D'après une enquête de 1987<sup>(60)</sup>, les dépenses moyennes, par ménage, sont de 57 000 F CFA par mois (soit environ 10 000 F par personne, enfants compris), moyenne qui cache bien sûr de sensibles inégalités (30 % des ménages n'ont que de 20 à 40 000 F par mois, 30 % de 40 à 60 000, 30 % de 60 à 90 000, 10 % plus de 120 000 F). Ces différences sont peut-être moins marquées, tout de même, que dans les autres métropoles du Tiers-Monde, et surtout peu visibles dans l'espace bâti, puisque -on a vu pourquoi- riches et pau-

(60) Direction de la Statistique : Enquête «budget-consommation», 1987-88.

vres cohabitent dans pratiquement tous les quartiers, ce qui est certainement pour beaucoup dans l'aménité des relations sociales de cette ville, où l'étranger est toujours frappé par la gentillesse et la serviabilité des gens.

Lomé fonctionne donc comme un **incontestable creuset humain**, unifié en particulier par la langue (la variante *mina* de l'éwé) ; il s'y crée une vraie société urbaine, consciente de son unité, homogène par ses pratiques : le culte de la maison, le dynamisme économique de la femme, l'habitude des funérailles en ville<sup>(61)</sup>, la fragilité conjugale aussi<sup>(62)</sup>...

La croissance spatiale continue, débordant largement les limites de la commune ( que l'on n'a plus élargies depuis 1971) : la course au terrain pour bâtir son "*chez*" (*soi*) bat son

(61) Dans la plupart des autres régions d'Afrique, le défunt doit impérativement retourner au village pour reposer dans la terre de ses ancêtres : peu de grandes villes disposent de vrais cimetières.

(62) D'où le rejet dans la rue des enfants de couples éclatés : la marginalité juvénile à Lomé est un phénomène d'origine presque uniquement citadine (et qui touche notamment les plus anciennes et plus illustres familles de la cité). N'oublions pas aussi que l'activité économique des femmes, gage de leur indépendance, repose largement sur l'exploitation des fillettes, ces petites "boyesses" chargées (surchargées) des tâches domestiques.



**DE LA CATHEDRALE AU GRAND - MARCHÉ (1972).**

Cliché Hoa - Qui, publié in "*Le Togo*" par le Haut-Commissariat au Tourisme, 1974.

plein, sur des lots de 600 m<sup>2</sup> ce qui consomme énormément d'espace<sup>(63)</sup>. De nouveaux quartiers se créent dans les intervalles des grands domaines fonciers publics (Université du Bénin, "Lomé II", aéroport, zone industrielle et portuaire...), de plus en plus éloignés du centre : Adidogomé, Agoènyivé et, au nord de la zone industrielle Zorro Bar, Kagomé... ( ce sont là des quartiers nés depuis 1980). Le front d'urbanisation est maintenant à une quinzaine de kilomètres du coeur de la ville, où reste concentré l'essentiel des activités<sup>(64)</sup>. D'où des problèmes croissants d'équipement en voirie, en eau et assainissement, en électricité, en services de base, et le fort renchérissement des lots encore disponibles dans les quartiers urbanisés depuis dix ou quinze ans...

Dans ces quartiers nouveaux, l'architecture a bien changé : le **parpaing de ciment** est

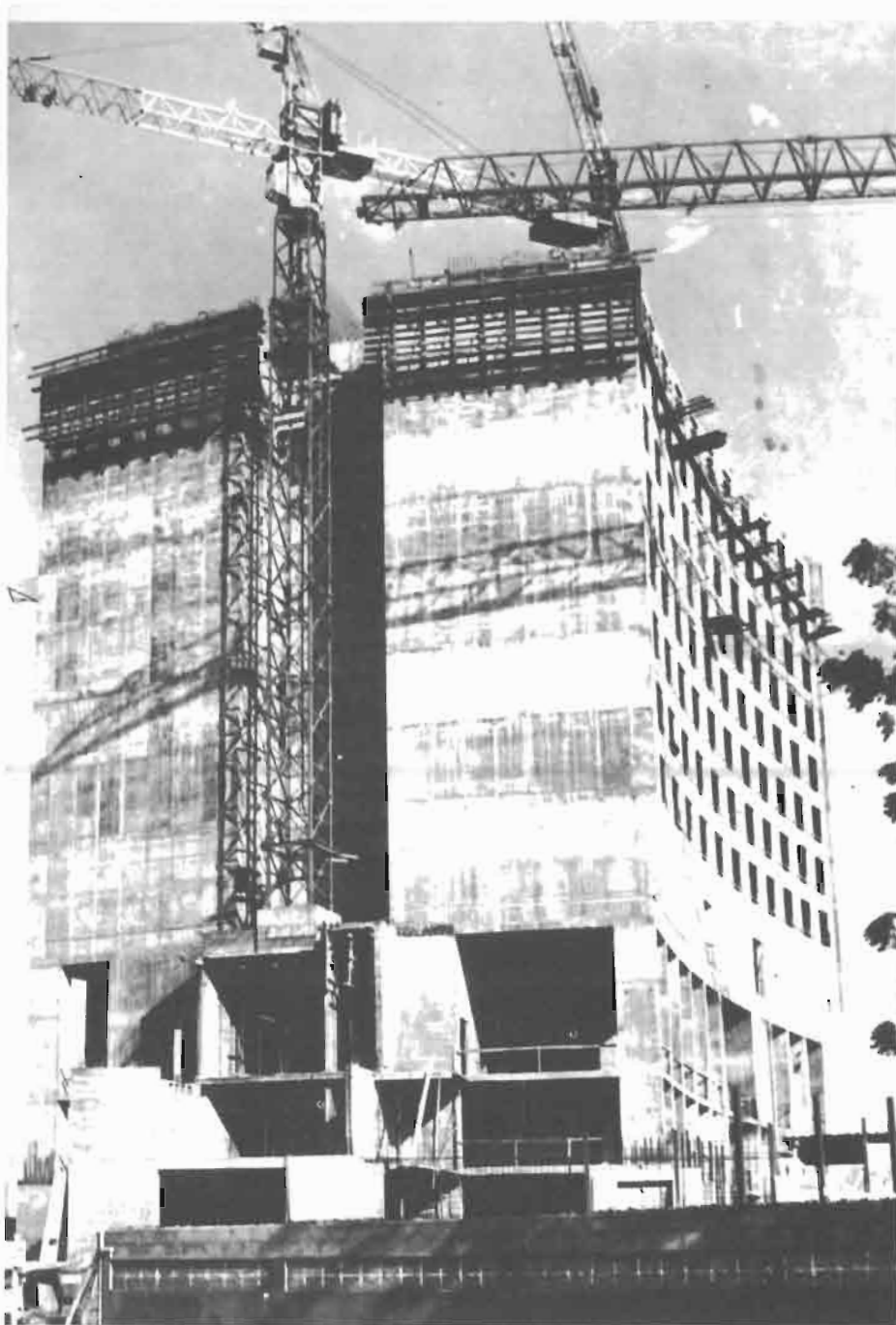
(63) Dans les autres grandes villes africaines, on se contente de lots de 300 ou 400 m<sup>2</sup>. Cette trop faible densité (en moyenne 100 habitants par hectare en 1970, tombée à 60 en 1981) multiplie gravement les coûts de la viabilisation et de l'aménagement des quartiers nouveaux.

(64) Les trois-quarts de l'emploi moderne sont toujours au sud de la lagune (40 % à l'intérieur du Boulevard circulaire, 20 % au Port). D'où la saturation croissante des routes franchissant celle-là, puisque le gros de la population réside maintenant au nord.

devenu, dans la décennie qui a suivi l'Indépendance, pratiquement universel<sup>(65)</sup>, pour la clôture - toujours construite en premier- comme pour l'habitation, que ce soit pour les maisons les plus simples - les séries de « wagons » sans grand confort, destinés à la location- ou pour les villas les plus majestueuses, aux deux niveaux couverts d'une dalle à large acrotère, où l'on recherche l'effet par les angles arrondis, les piliers en demi-lune, les placages de quartzite... Il y a bien un nouveau "style loméen", aussi homogène et caractéristique que l'ancien, bien que nettement moins sobre. Mais c'est là affaire de goût personnel...

Au centre-ville aussi, le paysage a changé : le commerce moderne a multiplié les constructions le long des axes anciens (les premières rues parallèles à la mer) ou plus récents (rue de la Gare, avenue de la Libération, avenue du 24-Janvier...) - en général, on l'a dit, sans mutations foncières-, mais elles sont rare-

(65) La brique est devenue trop chère une fois que, la cocoteraie lotie ne fournissant plus de déchets à brûler, il a fallu payer le combustible. Et le parpaing fait tellement plus "moderne"! (Mais ce n'est pas un gain de confort : les maisons de briques sont bien plus fraîches).



En construction (1978) Archives du CINEATO



Achévé Au premier plan, la salle Fazio,  
siège de la Conférence nationale souveraine en 1991.  
Cliché Yves Marguerat (1985).

## LE NOUVEAU LOME MONUMENTAL : L'HÔTEL DU DEUX-FEVRIER

ment de haute taille<sup>(66)</sup> : de jolies vitrines au rez-de-chaussée, un ou deux niveaux de bureaux ou de logements au-dessus... Ces nouveaux bâtiments n'occupent que les façades des rues actives, et laissent intactes derrière elles les vieilles maisons de briques, ouvertes sur les rues moins passantes par une échoppe d'artisan, un auvent pour un tout petit commerce... Derrière l'activité trépidante des grandes rues, la vie familiale paisible d'autrefois continue, comme immobile dans le tourbillon du temps.

Pourtant la ville et la vie ne cessent de se modifier. Quelques exemples : en 1976-77, intervint un changement sensible dans les habitudes alimentaires : à la suite d'une sécheresse, les prix du manioc et du maïs s'étaient envolés ; les Loméens se rallièrent alors au riz et au pain<sup>(67)</sup>, et leur sont restés fidèles. Dans les années 1985, on a vu se multiplier les terrasses

---

(66) *Hormis quelques exceptions : BIAO, BTCL, BCEAO, Hôtel du 2-Février..., qui dominent une ville très basse (2 % seulement des constructions ont plus de deux niveaux) et relativement boisée (dans ses cours plus que dans ses rues).*

(67) *Le pain salé, à la française, appelé "Sacomi" (du nom d'une boulangerie industrielle). Le pain sucré, à la ghanéenne, a toujours été pratiqué. Le riz représente maintenant près de 9 % des dépenses alimentaires dans le budget loméen moyen : moins que le maïs (13,5 %), mais plus que les tubercules (8 %).*

de bistrot : quelques tables, des chaises, des parasols ; voilà qui suffit à transformer une sociabilité urbaine... Aujourd'hui, c'est le pullulement des commerçants ambulants masculins aux principaux carrefours routiers, où l'on trouve n'importe quoi, aussi bien des bonbons que des porte-clés ou des antennes de télévision, et les innombrables journaux d'une presse privée qui prolifère depuis 1990-91.

Bien que, jadis, des plans d'urbanisme (en 1948<sup>(68)</sup>, en 1967) aient tenté d'organiser le développement de Lomé, la croissance de l'agglomération s'est faite, pendant toutes ces décennies, à peu près spontanément, selon les quadrillages tracés par les géomètres privés. Le résultat n'est, d'ailleurs, pas mauvais : l'habitude de la maison individuelle et son corollaire d'absence de ségrégation sociale, dans un contexte d'abondance des terrains et de prospérité économique, a évité à Lomé les bidonvilles comme les ghettos de luxe, avec tous les pro-

---

(68) *Dressé par l'architecte Henri Crouzat, l'auteur de l'immortelle «Azizah de Niamkoko» (1959), roman à clés qui décrit avec une verve réjouissante la vie du Togo en ces années-là, avec aussi tous les préjugés coloniaux de l'époque (Presses de la cité, 416 p ; régulièrement réédité).*



**INONDATION A HANOUKOPE EN 1962.**

Archives du CINEATO.



**LA LAGUNE AMENAGEE (1976).**

Vue prise au dessus de la zone industrielle, vers le lac de Bè, le lac Est et, tout au fond, les remblaiements et le lac Ouest. A droite, la piste de l'aéroport.

Document EDITOGO

**LES PROBLEMES DE L'EAU**



blèmes qui peuvent en découler.

Mais si la ville a pu se développer toute seule au-delà du demi-million d'habitants, il ne pourra plus en être ainsi dans les années à venir, en devenant bientôt plus que millionnaire. C'est pour cela que, dans les années 1977-80, les pouvoirs publics ont cherché à reprendre en main les destinées de l'agglomération. Des organes de gestion et d'intervention ont été créés (en particulier la Direction générale de l'Urbanisme et de l'Habitat), pour permettre une croissance mieux structurée, selon les grandes lignes définies par le Plan directeur d'urbanisme adopté en 1981. Mais la crise économique de la décennie 1980 a brutalement réduit tous les moyens d'actions et confiné de fait la DGUH au seul contrôle des lotissements privés, sans guère de possibilités d'action sur le terrain.

Ce n'est pas, bien sûr, que Lomé soit une ville sans problèmes. Ne prenons qu'un exemple, l'eau et l'assainissement : pollution très grave de la nappe phréatique dans les sables de la ville basse, inondation des parties déprimées du plateau de Tokoin et violents ravinements sur ses rebords, une lagune qui ne déborde plus

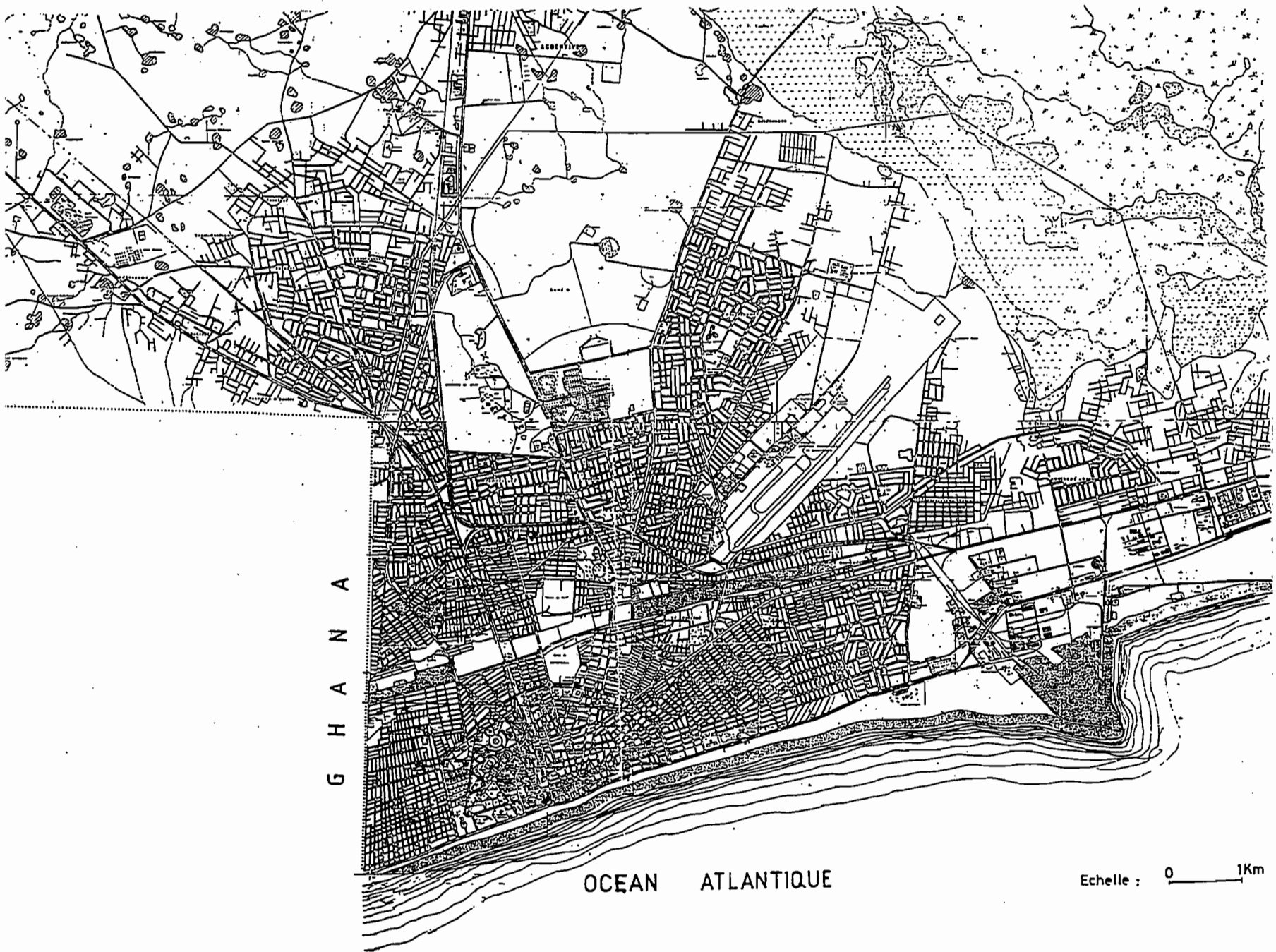
mais de plus en plus insalubre et dont les drains affluents sont bouchés, une desserte en eau potable de qualité mais très inégale selon les quartiers (tout comme l'enlèvement des ordures), un nombre encore trop restreint de fosses septiques (en théorie obligatoires depuis 1979) et encore plus de latrines publiques en état de marche<sup>(69)</sup>... Tout ceci multiplie gravement les dangers des eaux souillées et du "péris fécal", les plus menaçants pour la santé des Loméens.

Ce sont là de graves problèmes, mais que Lomé, à vrai dire, partage avec la plupart des villes africaines, tout comme ceux de la généralisation du chômage des jeunes - diplômés comme non diplômés - et de l'essoufflement des services publics à suivre la croissance en flèche de la population urbaine.

---

(69) Selon le recensement de 1981, 62 % seulement des ménages de la ville disposent de WC particuliers ; 17 % utilisent les latrines publiques, 21 % font leurs besoins "dans la nature", c'est-à-dire sur la plage, la lagune remblayée, les talus du chemin de fer, la lisière des forêts sacrées... Qu'une maison bénéficie d'un équipement correct ne signifie d'ailleurs pas que tous ses habitants y aient accès, notamment les locataires et surtout les petits enfants, facilement envoyés dans la rue, et dont la santé est ainsi fortement exposée aux contaminations.





## L'AGGLOMERATION EN 1985.

Direction nationale de la Cartographie et du Cadastre, 1987.

Par contre, spatialement, grâce à cette dynamique qui mélange les classes sociales, Lomé reste une ville sans zones taudifiées, sans ces poches de bidonvilles aux problèmes inextricables qui gangrènent l'espace urbain de tant de capitales du Tiers-Monde. Lomé a hérité de son histoire **une certaine "démocratie foncière"**, un large accès des chefs de famille à la propriété ; celle-ci induit la volonté de se battre pour créer et pour améliorer son logement individuel.

Socialement, la délinquance juvénile et la criminalité - bons révélateurs en cas de "crise urbaine"- sont restées, jusqu'à ces derniers temps, tout à fait modérées. Malgré l'extension dramatique du chômage sous toutes ses formes, en ces temps difficiles pour l'Etat comme pour les particuliers, la **solidarité familiale** a, jusqu'ici, tenu relativement bon<sup>(70)</sup>, et amorti

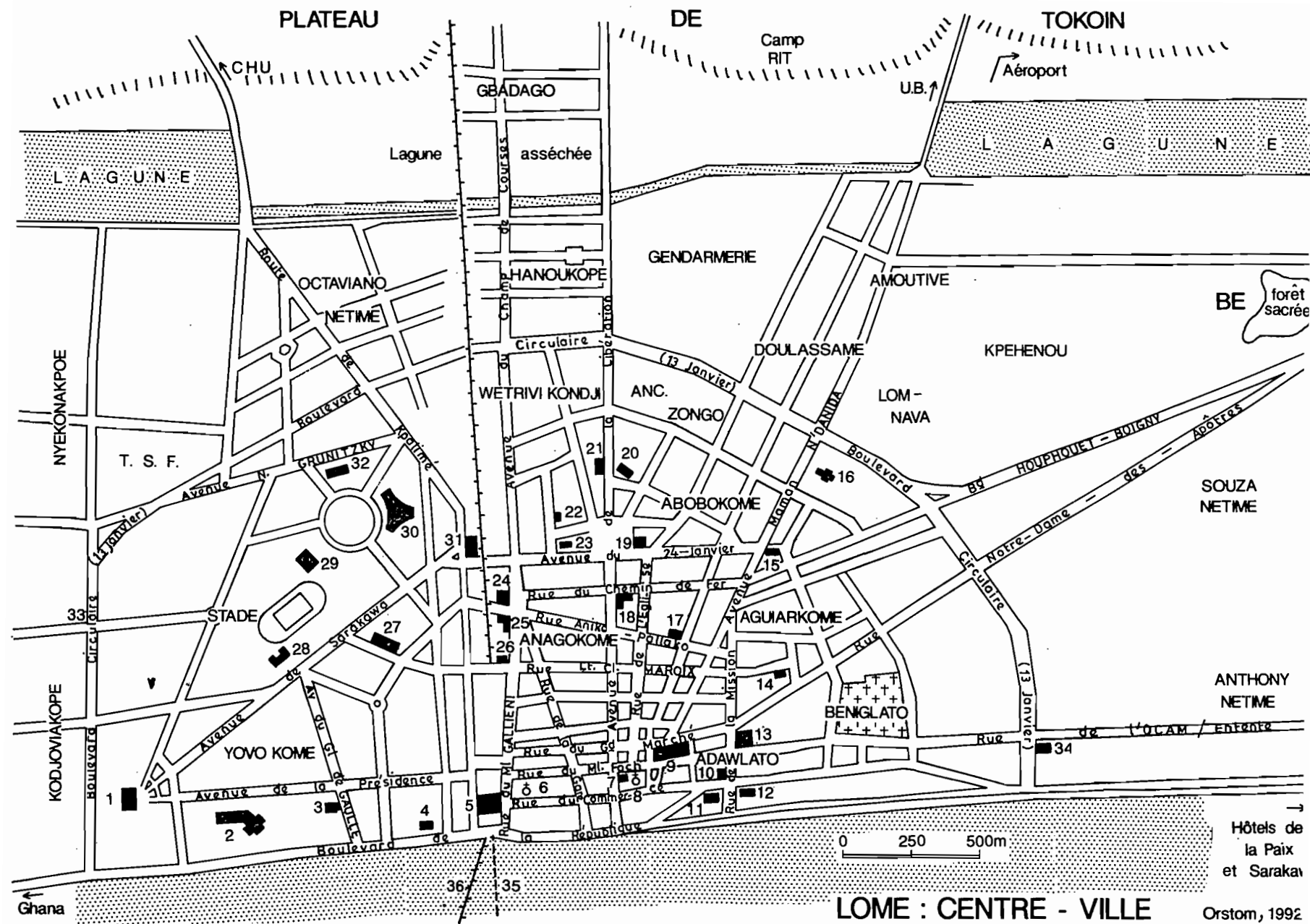
les coups les plus durs de la crise. Les quartiers, quand ils atteignent un certain âge, ont acquis une personnalité qui peut permettre un minimum de capacités d'auto-organisation pour cette "gestion participative" que l'on propose maintenant en Afrique pour faire face au désengagement général des pouvoirs publics.

Ce sont là de bons atouts pour affronter les défis du futur. Si, du moins, Lomé et le Togo, qui gémissent en ce moment dans les douleurs de l'enfantement de la démocratie, retrouvent bientôt la paix, la paix des armes et bien plus encore celle des coeurs.

Lomé, mai 1992

---

(70) La taille moyenne des ménages, qui ne cessait de baisser (5,7 personnes en 1960, 5,3 en 1970, 4,9 en 1981), est remontée à 5,5 lors de l'enquête «budget-consommation» de 1987 : faute de pouvoir fonder leur propre foyer, les jeunes chômeurs restent au sein du noyau familial.



1: Palais du gouverneur. 2: Présidence de la République. 3: Hôtel Le Bénin. 4: Ancien palais de Justice. 5: "Goyi Score". 6: Temple Apégamé. 7: Archevêché. 8: Cathédrale. 9: Grand-marché. 10: Ancien dancing Tonyeviadj. 11. Ecole de la route d'Aného. 12: "Hollando" (première mission catholique). 13: Ecole des Soeurs de la Plage. 14: Ancien dancing Adjangba. 15: Ecole Boubacar N'diaye. 16: Eglise Saint-Augustin d'Amoutivé. 17: Ecole évangélique de Kokétimé. 18: Ecole professionnelle catholique. 19: Centre culturel français. 20: Poste centrale. 21: Ancien lycée Bonnacarrère (ENA); 22: Ecole Bohn. 23: S.N.I. 24: Ancien petit-marché. 25: "SGGG". 26: Ecole Marius-Moutet. 27: Ancien hôpital Reine-Charlotte. 28: Direction des Douanes. 29: Hôtel du 2-Février. 30: Palais des Congrès (ex-RPT). 31: Gare. 32: Hôtel de ville. 33: Puits Gbadoè. 35: Wharf allemand. 36: Wharf français.

## BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- AGBETIAFA (Komla) : **Les ancêtres et nous : analyse de la pensée religieuse des Bê de la commune de Lomé.**  
Lomé, NEA, 1985, 96 p. (14 x 21 cm)
- AGIER (Michel) : **Commerce et sociabilité : les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé.**  
Paris, ORSTOM, 1983, 318 p. (15 x 24 cm).
- d'ALMEIDA (Silivi) : **La révolte des Loméennes (1933)**  
Lomé, NEA, 166 p. (16x24cm).
- CORNEVIN (Robert) : **Le Togo, des origines à nos jours.**  
Paris, Académie des Sciences d'Outre-Mer, 4è éd., 1988, 556 p. (13 x 21 cm).
- R.P. KWAKUME (Henri) : **Précis d'histoire du peuple éwé.**  
Lomé, IEP, 1948, 39 p. (11 x 15 cm).
- MARGUERAT (Yves) : **Le capitalisme perverti ou cent ans de production de l'espace urbain à Lomé.**  
*Cahiers ORSTOM, Sciences humaines*, vol. XXI, n° 4, 1985, pp. 451-460.
- MARGUERAT (Yves) : **Les *smallvi* ne sont pas des *gbé-vouvi* : éléments pour une histoire de la marginalité juvénile à Lomé.**  
Lomé, ORSTOM, 27 p. (à paraître).
- MARGUERAT (Yves) et PELEI (Tchitchékou) : **Si Lomé m'était contée...**  
(transcription des dialogues radiodiffusés, 4 volumes, à paraître).
- MARGUERAT (Yves) et ROUX (Lucien) : **Trésors cachés du vieux Lomé.**  
Lomé, CCF et ORSTOM, 1991, 164 p. dont 103 photographies (24,5 x 24 cm).
- R.P. MÜLLER (Karl) : **Histoire de l'Eglise au Togo** (traduction G. Athanasiadès).  
Lomé, Bon Pasteur, 1968, 254 p. (15 x 21 cm).
- PECHOUX (Laurent) : **Le Mandat français sur le Togo.**  
Paris, Pédone, 1939, 405 p. (16 x 24 cm).
- SEBALD (Peter) : **Togo 1884 - 1914**  
Berlin (RDA), Akademie Verlag, 1988, 792 p. (14 x 22 cm)
- ZÖLLER (Hugo) : **Le Togo en 1884 selon H. Zöller.**  
Lomé, Haho «*Les Chroniques anciennes du Togo*» n° 1, 1990, 216 p. (14 x 21 cm).
- Documents des Archives nationales du Togo, Lomé.
- Documents des Archives de la France d'Outre-mer, Aix-en-Provence.
- Documents du Public Record Office, Londres.
- Comptes rendus du Conseil des notables, Lomé.
- Rapports annuels à la SDN et à l'ONU, Lomé, Paris, Genève.

## TABLES DES MATIERES

Introduction.....	3
I Les origines légendaires (XVIIe - XVIIIe siècles).....	5
II La naissance d'un pôle commercial majeur (1874 - 1897).....	9
III Capitale politique et capitale économique (1897 - 1914)	15
IV D'une guerre à l'autre (1914 - 1945) .....	25
V L'essor de l'après-guerre (1945 - 1960) .....	37
VI Depuis l'Indépendance (1960 - 1990).....	45
Bibliographie sélective .....	63

## TABLES DES CARTES

Lomé aujourd'hui .....	2
L'environnement de Lomé .....	6
Lomé en 1896 .....	14
Lomé en 1913 .....	24
Lomé en 1958 .....	38
Lomé en 1985 .....	60
Le centre-ville .....	62

Imprimerie C.T.C.E.  
B.P. 378 Lomé - Togo  
2eme Trimestre 1992



Lomé, centre ville 1985  
photo I.G.N. France/Togo

250 m



Ouvrage réalisé grâce à la participation de la banque MERIDIEN-BIAO-TOGO